

2024

# DROIT FAMILIAL :

## ÉTUDE PRATIQUE ET TRANSVERSALE

Sous la coordination de  
Florence Fassin

Anne-Marie Boudart

Sophie Coonen

Catherine de Bouyalski

Philippe De Page

Isabelle De Stefani

Stéphanie Degrave

Eva Delvaux

Claude Devoet

Géraldine Falque

Florence Fassin

Jessica Fillenbaum

Frédéric Fogli

Géraldine Hollanders De  
Ouderaen

Stéphanie Jaumotte

Caroline Jeanmart

Delphine Lamarque

Patrick Lambotte

Jonathan Liègeois

Géraldine Mathieu

Marc Petit

Sabine Thibaut

Florence van de Putte

Céline Verbrouck

Saad Zedazi



Wolters Kluwer

# DROIT FAMILIAL : ÉTUDE PRATIQUE ET TRANSVERSALE

*Sous la coordination de*

Florence FASSIN

Deuxième édition

Date de clôture : 15/10/2024

 Wolters Kluwer

## *Auteurs*

Anne-Marie BOUDART, Avocate au barreau de Bruxelles, Médiatrice familiale.  
Sophie COONEN, Médiatrice familiale, Avocate au barreau du Brabant wallon.  
Catherine DE BOUYALSKI, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Philippe DE PAGE, Professeur honoraire (ULB), Avocat honoraire.  
Isabelle DE STEFANI, Collaboratrice de notaire.  
Stéphanie DEGRAVE, Avocate au barreau de Bruxelles, Médiatrice familiale.  
Eva DELVAUX, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Claude DEVOET, Professeur honoraire (ULB).  
Géraldine FALQUE, Avocate au barreau de Liège, Assistante en droit pénal et procédure pénale  
Florence FASSIN, Juriste notarial.  
Jessica FILLENBAUM, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Frederik FOGLI, Avocat au barreau de Bruxelles, Maître de conférences à l'ULg-HEC.  
Géraldine HOLLANDERS DE OUDERAEN, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Stéphanie JAUMOTTE, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Caroline JEANMART, Docteure en sociologie et directrice de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement.  
Delphine LAMARQUE, Avocate au barreau de Bruxelles, Médiatrice familiale.  
Patrick LAMBOTTE, Avocat au barreau de Liège, Assistant en droit pénal et procédure pénale (ULiège).  
Jonathan LIÈGEOIS, Collaborateur de Notaire.  
Géraldine MATHIEU, Professeure (UNamur).  
Marc PETIT, Conseiller au pôle fiscalité de Wallonie Finances Expertises, Collaborateur et membre du Tax Institute (ULiège).  
Sabine THIBAUT, Juriste à l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement.  
Florence VAN DE PUTTE, Avocate honoraire.  
Céline VERBROUCK, Avocate au barreau de Bruxelles, Maître de conférences (ULB). (ULiège).  
Saad ZEDAZI, Collaborateur de Notaire.

---

Editeur responsable : Peter Immink

© 2024 Wolters Kluwer Belgium SA  
L'exploration de textes et de données n'est pas autorisée.  
Raghen Business Park  
Motstraat 30  
2800 Malines

### **Help & Support Center**

Motstraat 30  
2800 Malines  
Tél. : 015 78 76 00  
wkbe.be/serviceclient  
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

Aucun élément de cette publication ne peut être utilisé ou stocké dans une application utilisant l'intelligence artificielle (IA) ou une application comparable, y compris pour l'entraînement d'une application d'IA.

L'utilisation (de parties) du contenu de cette publication à des fins d'exploration de textes et de données n'est pas autorisée.

D/2024/2664/063  
ISBN 978-94-03-03564-2  
BP/DISE-Y124001

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	V
CONTRIBUTION DES AUTEURS .....	VII
<b>PARTIE I. LA FORMATION DES COUPLES ET SES CONSÉQUENCES .....</b>	<b>1</b>
<b>TITRE 1. LE COUPLE .....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE 1. LA COHABITATION DE FAIT .....</b>	<b>5</b>
Section 1. Généralités .....	5
Sous-section 1. La notion de cohabitation de fait .....	5
Sous-section 2. Evolution de la cohabitation de fait .....	5
Section 2. Les effets de la cohabitation de fait .....	7
Sous-section 1. Aucun devoir de fidélité .....	7
Sous-section 2. Aucun devoir de cohabitation – Mais quid du logement familial .....	7
§ 1. Le logement familial des cohabitants de fait .....	8
A. La propriété du logement familial des cohabitants de fait .....	8
1. Deux propriétaires .....	8
2. Un propriétaire .....	10
B. La location du logement familial .....	10
1. Deux locataires .....	10
2. Un locataire .....	11
Section 3. Les effets patrimoniaux de la cohabitation de fait .....	11
Sous-section 1. Charges du ménage (absence de solidarité légale) .....	11
Sous-section 2. Les biens des cohabitants de fait : application du droit commun .....	13
Section 4. L'organisation conventionnelle de la cohabitation de fait .....	14
Sous-section 1. Conventions relatives aux relations personnelles des concubins .....	14
Sous-section 2. Conventions relatives aux enfants .....	15
Sous-section 3. Les conventions relatives aux biens .....	16
Sous-section 4. Forme des conventions de vie commune .....	17
Section 5. Les enfants .....	17
<b>CHAPITRE 2. LA COHABITATION LÉGALE .....</b>	<b>19</b>
Section 1. Généralités .....	19
Sous-section 1. Introduction .....	19

Sous-section 2. Portée et conditions . . . . .	19
Section 2. La déclaration de cohabitation légale . . . . .	20
Section 3. Les effets de la cohabitation légale . . . . .	21
Section 4. Les cohabitations légales de complaisance . . . . .	25
Sous-section 1. Les sanctions civiles de la cohabitation légale frauduleuse . . . . .	25
Sous-section 2. Les sanctions pénales de la cohabitation légale frauduleuse et la possibilité d’annulation par le juge pénal . . . . .	28
Section 5. Organisation conventionnelle de la cohabitation légale . . . . .	28
 CHAPITRE 3. LE MARIAGE . . . . .	 31
Section 1. Généralités . . . . .	31
Sous-section 1. Définition et éléments essentiels du mariage . . . . .	31
Sous-section 2. La formation du mariage . . . . .	32
§ 1. Les fiançailles . . . . .	32
§ 2. Les conditions du mariage . . . . .	34
§ 3. Les conditions de fond du mariage . . . . .	34
A. Être en vie . . . . .	34
B. Être majeurs . . . . .	35
C. Consentir au mariage . . . . .	37
1. Consentement personnel . . . . .	37
2. Consentement actuel . . . . .	37
3. Consentement réel et libre . . . . .	38
4. Consentement des père et mère . . . . .	39
D. L’absence de liens de parenté ou d’alliance trop étroits . . . . .	40
E. L’intention de créer une communauté de vie durable . . . . .	42
F. L’absence de tout mariage antérieur non dissous . . . . .	43
G. Ouverture du mariage aux personnes de même sexe . . . . .	44
§ 4. Les conditions de forme du mariage . . . . .	45
A. La déclaration de mariage . . . . .	45
B. La célébration du mariage . . . . .	48
§ 5. La preuve du mariage . . . . .	49
§ 6. Le mariage putatif . . . . .	50
Section 2. Les effets entre époux . . . . .	51
Sous-section 1. Les effets personnels . . . . .	51
§ 1. Le devoir de cohabitation, la fixation de la résidence conjugale et la protection du logement familial . . . . .	52
A. Le devoir de cohabitation . . . . .	52
B. Fixation de la résidence conjugale . . . . .	53
C. Protection du logement familial . . . . .	55
§ 2. Le devoir de fidélité . . . . .	61
§ 3. Le devoir d’assistance . . . . .	62

§ 4. Le devoir de secours et de contribution aux charges du mariage . . . . .	63
Sous-section 2. Les effets patrimoniaux . . . . .	65
§ 1. L'exercice d'une profession . . . . .	65
§ 2. L'usage du nom du conjoint . . . . .	66
§ 3. La perception, la gestion et l'utilisation individuelle des revenus . . . . .	68
§ 4. L'ouverture d'un compte et la location d'un coffre-fort . . . . .	70
§ 5. La possibilité de donner mandat à son conjoint . . . . .	72
§ 6. La possibilité de demander un mandat judiciaire . . . . .	73
A. L'autorisation à passer seul des actes relatifs au logement familial . . . . .	73
B. La substitution dans les pouvoirs de l'époux incapable de manifester sa volonté . . . . .	74
C. Délégation de sommes dues par des tiers à l'époux incapable de manifester sa volonté . . . . .	75
Sous-section 3. Le régime matrimonial secondaire . . . . .	75
§ 1. Liberté du choix du régime matrimonial . . . . .	76
§ 2. Le contrat de mariage . . . . .	77
§ 3. Le régime légal . . . . .	79
§ 4. Le régime conventionnel de communauté . . . . .	83
§ 5. Le régime de séparation de biens . . . . .	83
Section 3. Les avantages et libéralités . . . . .	86
Sous-section 1. Préambule : consentement et capacité dans le cadre d'une libéralité entre époux . . . . .	86
§ 1. Le consentement renforcé en matière de libéralité dans le cadre du mariage : entre ambition théorique et réalité pratique . . . . .	87
§ 2. La capacité des époux en matière de libéralités : un tour d'horizon . . . . .	89
A. Époux mineurs et libéralité : un régime d'exception . . . . .	89
1. Concernant les donations entre vifs . . . . .	89
2. Concernant le testament . . . . .	90
B. Époux majeurs incapables et libéralité : retour au droit commun . . . . .	90
Sous-section 2. Les donations entre époux . . . . .	92
§ 1. Nature des donations entre époux : entre amour et raison . . . . .	92
A. Principe de la révocabilité <i>ad nutum</i> des donations entre époux : analyse temporelle et nature controversée . . . . .	93
1. Une faculté discrétionnaire et strictement personnelle au donateur . . . . .	96
2. Forme de la révocation . . . . .	97

3. Les conséquences civiles de la révocation <i>ad nutum</i> . . . . .	98
4. Conséquences fiscales de la révocation d'une donation entre époux de biens présents . . . . .	99
B. Prohibition des donations réciproques et mutuelles entre conjoints dans un acte unique . . . . .	102
C. Caducité des donations entre époux (par contrat de mariage) par l'établissement d'une filiation adultérine au cours du mariage . . . . .	105
Sous-section 3. L'institution contractuelle . . . . .	106
§ 1. Présentation de l'institution contractuelle . . . . .	106
§ 2. Qualification juridique de l'institution contractuelle : entre donation et legs . . . . .	108
§ 3. Typologie de l'institution contractuelle . . . . .	108
A. Institution contractuelle réalisée au moyen d'une convention matrimoniale . . . . .	109
B. Institutions contractuelles durant le mariage . . . . .	111
§ 4. Effets de l'institution contractuelle . . . . .	112
A. Durant la vie de l'instituant . . . . .	112
B. Situation au décès de l'instituant . . . . .	113
C. Caducité des institutions contractuelles par l'effet du divorce . . . . .	114
§ 5. Caducité des institutions contractuelles insérées dans le contrat de mariage par l'établissement d'une filiation adultérine au cours du mariage . . . . .	116
§ 6. Fiscalité de l'institution contractuelle . . . . .	116
Sous-section 4. Le testament . . . . .	117
§ 1. Formes de testament . . . . .	117
A. Testament olographe . . . . .	117
B. Testament authentique . . . . .	118
C. Testament international . . . . .	119
§ 2. Préalable à la rédaction d'un testament par un époux . . . . .	120
A. Incidence de la liquidation du régime matrimonial . . . . .	120
1. Régime de communauté . . . . .	121
a. Droit de reprise de l'époux survivant apporteur . . . . .	121
b. Existence d'un préciput . . . . .	121
c. Clause de partage inégal . . . . .	122
2. Régime de séparation des biens – Clause d'accroissement . . . . .	123
3. Attribution préférentielle : impact sur les régimes de communauté et de séparation de biens . . . . .	123
B. Prise en considération des droits successoraux <i>ab</i> <i>intestat</i> du conjoint survivant . . . . .	124
1. Situations de concours . . . . .	124

2. Droit au bail . . . . .	125
3. Usufruit successif . . . . .	126
4. Pacte Valkeniers . . . . .	127
C. Loi applicable à la succession . . . . .	127
§ 3. Le testament entre époux . . . . .	128
A. Testament en faveur de son conjoint . . . . .	128
B. Testament en défaveur de son conjoint . . . . .	128
1. Limitation aux droits réservataires du conjoint survivant . . . . .	128
2. Suppression de la réserve abstraite en cas d'établissement d'une filiation adultérine pendant le mariage . . . . .	129
3. Privation de l'usufruit successif légal . . . . .	130
C. Le testament et l'usufruit du conjoint survivant . . . . .	130
D. Interdiction des testaments conjonctifs entre époux . . . . .	131
<b>PARTIE II. LE COUPLE EN CRISE . . . . .</b>	<b>133</b>
<b>TITRE 1. LES MODES ALTERNATIFS DE RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS (LES MARDS). . . . .</b>	<b>135</b>
CHAPITRE 1. INTRODUCTION . . . . .	137
Section 1. La loi du 18 juin 2018 ou le changement de paradigme . . . . .	137
Section 2. Les différents modes alternatifs de résolution des différends . . . . .	138
Section 3. Tableau comparatif des principaux modes alternatifs . . . . .	139
CHAPITRE 2. LA MÉDIATION . . . . .	145
Section 1. Définition de la médiation . . . . .	145
Sous-section 1. La loi belge . . . . .	145
Sous-section 2. La directive du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 . . . . .	147
Section 2. Les bases légales . . . . .	148
Sous-section 1. Historique et bases légales antérieures à la loi du 18 juin 2018 . . . . .	148
Sous-section 2. La loi du 18 juin 2018 . . . . .	151
§ 1. Le champ d'application de la loi . . . . .	151
A. À quels litiges s'applique la médiation telle qu'elle est prévue par la loi ? . . . . .	151
B. La clause de médiation contractuelle . . . . .	153
§ 2. La protection du titre de médiateur – Un médiateur neutre, indépendant et impartial . . . . .	154
§ 3. Les caractéristiques de toute médiation . . . . .	155
A. La proposition de médiation . . . . .	155



B.	Le protocole de médiation . . . . .	156
C.	La confidentialité du processus . . . . .	158
1.	Principes . . . . .	158
2.	Exceptions . . . . .	159
3.	Sanctions . . . . .	160
D.	Le caractère volontaire . . . . .	160
E.	La suspension des procédures et du cours de la prescription . . . . .	162
F.	Le respect de l'autre . . . . .	162
G.	L'homologation des accords . . . . .	164
1.	L'accord de médiation . . . . .	164
2.	L'homologation de l'accord de médiation . . . . .	164
H.	Le coût de la médiation . . . . .	166
1.	Principes . . . . .	166
2.	L'intervention d'une assurance protection juridique . . . . .	167
3.	L'assistance judiciaire . . . . .	167
4.	Les autres formes d'aides . . . . .	168
§ 4.	La médiation extrajudiciaire . . . . .	168
§ 5.	La médiation judiciaire . . . . .	168
§ 6.	Les apports de la loi de 2018 . . . . .	170
A.	Le rôle des avocats . . . . .	170
B.	Le rôle des juges . . . . .	171
C.	Le rôle des huissiers de justice . . . . .	171
D.	Le droit collaboratif . . . . .	171
Sous-section 3.	La Commission fédérale de médiation . . . . .	172
§ 1.	Organigramme et fonctionnement . . . . .	172
§ 2.	Modalités de prise de décisions . . . . .	174
§ 3.	Rôles de la Commission . . . . .	174
§ 4.	Les formations . . . . .	175
A.	Formation qualifiante . . . . .	175
B.	Formation permanente . . . . .	176
§ 5.	Procédure d'agrément . . . . .	176
Sous-section 4.	La déontologie du médiateur . . . . .	177
§ 1.	Introduction . . . . .	177
§ 2.	La déontologie . . . . .	180
A.	Les premiers contacts entre le médiateur et la personne qui fait appel à la médiation . . . . .	180
B.	L'assistance d'un conseil ou d'un tiers . . . . .	180
C.	Compétence du médiateur et co-médiation . . . . .	181
D.	Organisation de la médiation et médiation à distance . . . . .	181
E.	Le médiateur doit s'assurer de sa neutralité, son indépendance et son impartialité avant de débiter une médiation . . . . .	182
F.	Le protocole de médiation et son contenu . . . . .	183

G. La confidentialité du processus de médiation et le secret professionnel . . . . .	183
1. Le Code judiciaire . . . . .	183
2. Le Code de déontologie des médiateurs agréés . . . . .	184
3. Le Code pénal . . . . .	184
4. Le Code de déontologie des avocats applicable aux médiateurs avocats . . . . .	184
5. Le déroulement de la médiation . . . . .	185
6. Les honoraires et les frais de la médiation . . . . .	186
7. La communication et la publicité du médiateur . . . . .	186
8. Plainte contre un médiateur et sanctions . . . . .	187
Sous-section 5. Typologie des situations familiales à médier . . . . .	187
Section 3. Le dispositif de la médiation . . . . .	189
Sous-section 1. La phase de prémédiation . . . . .	189
§ 1. Prescrire la médiation (Quoi ?) . . . . .	190
§ 2. Les acteurs de la médiation (Qui ?) . . . . .	191
A. Le prescripteur . . . . .	191
B. Le porteur ou le porte-parole de la demande . . . . .	192
C. Quel médiateur familial ? . . . . .	192
§ 3. Pourquoi et comment ? . . . . .	193
§ 4. Coût de la médiation (Combien ?) . . . . .	193
§ 5. Contact préalable avec le médiateur (Comment ?) . . . . .	194
A. Par téléphone . . . . .	194
B. Par courriel . . . . .	194
C. Par un intermédiaire, prescripteur (juge, avocat, instance tierce) . . . . .	194
§ 6. Sens de la démarche (Why ? Pourquoi faire ?) . . . . .	195
§ 7. Fiche outil : questions à se poser avant de s'engager en médiation . . . . .	196
Sous-section 2. Le cadre . . . . .	196
§ 1. Les éléments du cadre en médiation . . . . .	196
§ 2. Le rôle du médiateur . . . . .	198
§ 3. La place du droit en médiation . . . . .	199
§ 4. Le rôle des avocats en médiation . . . . .	200
Sous-section 3. Le processus . . . . .	200
§ 1. La négociation raisonnée ou intégrative . . . . .	200
A. Négociation traditionnelle ou la négociation sur position et compétitive . . . . .	201
B. Médiation et techniques de négociation raisonnée et intégrative . . . . .	203
§ 2. Le processus de médiation en 4 étapes . . . . .	205
A. La narration . . . . .	207
B. L'identification des intérêts et des besoins . . . . .	209
C. Les options . . . . .	211

	D. L'accord . . . . .	214
	E. Et si la médiation n'aboutit pas à un accord ? . . . . .	216
Sous-section 4.	Les différents courants de la médiation . . . . .	216
	§ 1. Le modèle problem solving . . . . .	217
	§ 2. Le modèle transformatif . . . . .	217
	§ 3. Le modèle narratif . . . . .	218
	§ 4. Le modèle systémique . . . . .	219
	§ 5. Conclusion sur ces différents modèles . . . . .	219
Sous-section 5.	Le caucus . . . . .	220
	§ 1. Définition . . . . .	220
	§ 2. Indications . . . . .	221
	A. La difficulté pour le médiateur est de savoir à quel moment initier un caucus . . . . .	221
	§ 3. Règles à respecter en vertu du Code de déontologie . . . . .	222
	§ 4. La méthodologie . . . . .	222
	§ 5. Le rôle de l'avocat . . . . .	223
	§ 6. Limites . . . . .	223
	§ 7. Conclusion sur le « Caucus » . . . . .	225
Section 4.	Questions particulières . . . . .	226
Sous-section 1.	L'avocat conseil en médiation . . . . .	226
	§ 1. Le cadre légal . . . . .	226
	A. Le Code judiciaire . . . . .	226
	B. Le Code de déontologie . . . . .	226
	§ 2. L'état d'esprit . . . . .	227
	A. Les freins à sa présence . . . . .	227
	B. Posture générale de l'avocat . . . . .	227
	§ 3. Le rôle de l'avocat dans les différentes phases de la médiation . . . . .	228
	A. Préparer à la médiation . . . . .	228
	1. La prescription de la médiation . . . . .	228
	2. Le choix du médiateur . . . . .	230
	B. Accompagner à la médiation . . . . .	230
	1. La présence des conseils au début du processus ou en cours de processus . . . . .	230
	2. Le rôle des conseils lors des différentes étapes de la médiation . . . . .	231
	a. Réunion préliminaire . . . . .	231
	b. Entre les séances de médiation . . . . .	232
	c. La phase de narration . . . . .	232
	d. La phase d'identification des sujets et intérêts . . . . .	232
	e. La phase des options . . . . .	233
	f. La phase de négociation et de décision . . . . .	233
	g. L'entente écrite . . . . .	233
Sous-section 2.	La co-médiation en matière familiale . . . . .	234
	§ 1. Définition . . . . .	234

§ 2. Indications . . . . .	234
§ 3. Les différents dispositifs de co-intervention en médiation . . . . .	235
A. Une complémentarité disciplinaire et d'expérience des médiateurs . . . . .	235
B. Le duo homme/femme . . . . .	236
C. Le mentorat . . . . .	236
§ 4. Les points d'attention . . . . .	236
§ 5. Les avantages de la co-médiation . . . . .	237
Sous-section 3. Rôle et place des experts et des tiers . . . . .	237
§ 1. Les référents . . . . .	238
§ 2. Les pilotes à distance . . . . .	238
§ 3. Les tiers concernés par les effets ou les conséquences de l'accord . . . . .	239
§ 4. Les experts . . . . .	239
A. Contexte et état d'esprit . . . . .	239
B. L'expertise liante ou la tierce décision obligatoire . . . . .	240
C. Incidence dans le processus de médiation . . . . .	242
D. L'appel ponctuel à un professionnel extérieur . . . . .	243
Sous-section 4. La place des enfants mineurs en médiation familiale . . . . .	244
§ 1. Introduction . . . . .	244
§ 2. Objectifs . . . . .	246
§ 3. Conditions à la rencontre de l'enfant dans le setting de la médiation . . . . .	247
A. Compétences de l'intervenant . . . . .	247
B. Evaluation de la compétence des parents . . . . .	247
C. Elaboration avec les parents d'un cadre précis . . . . .	248
§ 4. Momentum . . . . .	248
§ 5. Statut et rôle de l'enfant . . . . .	248
§ 6. Indications . . . . .	249
§ 7. Le déroulement . . . . .	249
A. L'accueil . . . . .	249
B. Les règles . . . . .	250
C. L'entretien et ses techniques . . . . .	250
D. La restitution aux parents du travail réalisé avec les enfants . . . . .	250
§ 8. Conclusion sur la place de l'enfant . . . . .	251
Section 5. Les limites de la médiation familiale . . . . .	251
Section 6. Conclusion générale sur la médiation . . . . .	253
<b>CHAPITRE 3. LE DROIT COLLABORATIF . . . . .</b>	<b>255</b>
Section 1. Définition, historique, développements et modèle collaboratif belge . . . . .	255
Sous-section 1. Définition . . . . .	255
Sous-section 2. Historique et développement international . . . . .	256
Sous-section 3. Développement en Belgique . . . . .	258

Sous-section 4. Le modèle collaboratif belge . . . . .	259
Sous-section 5. Le droit collaboratif, un nouveau droit ? . . . . .	260
Section 2. Caractéristiques du processus, état d'esprit, principes fondateurs et déroulement . . . . .	261
Sous-section 1. Caractéristiques du processus collaboratif par rapport à la médiation ou à la négociation « traditionnelle » . . . . .	261
§ 1. Droit collaboratif et médiation . . . . .	261
§ 2. Droit collaboratif et négociation traditionnelle . . . . .	265
Sous-section 2. Techniques de négociation en droit collaboratif . . . . .	265
Sous-section 3. L'état d'esprit du processus . . . . .	266
Sous-section 4. Les principes fondateurs du droit collaboratif . . . . .	268
Sous-section 5. Le déroulement du processus de droit collaboratif . . . . .	272
Sous-section 6. La loi du 18 juin 2018 : le droit collaboratif fait son entrée dans le Code judiciaire . . . . .	273
§ 1. L'agrément en tant qu'avocat collaboratif (article 1739 du Code judiciaire) . . . . .	274
A. La commission paritaire commune . . . . .	274
B. Conditions d'agrément comme avocat collaboratif . . . . .	274
C. Reconnaissance de l'agrément et titre . . . . .	275
D. Liste des avocats collaboratifs . . . . .	275
E. Programme des formations agréées en droit collaboratif . . . . .	275
F. Formations de droit collaboratif . . . . .	275
§ 2. Les écrits en droit collaboratif . . . . .	276
A. La charte d'adhésion au droit collaboratif . . . . .	276
B. Le protocole de droit collaboratif . . . . .	276
C. Les accords de droit collaboratif . . . . .	277
§ 3. La suspension de la prescription (article 1741, § 2 et § 3 du Code judiciaire) . . . . .	277
§ 4. Les grands principes du droit collaboratif confirmés par la loi . . . . .	278
A. Le caractère volontaire du processus . . . . .	278
B. La bonne foi, la loyauté et la transparence . . . . .	278
C. La confidentialité . . . . .	278
D. L'exclusion de la procédure . . . . .	279
E. Le mandat de l'avocat collaboratif . . . . .	279
F. Le retrait de l'avocat en cas d'échec du processus . . . . .	279
§ 5. Les experts et tiers intervenants . . . . .	279
§ 6. Le coût du processus . . . . .	280
§ 7. L'entrée en vigueur des dispositions relatives au droit collaboratif . . . . .	281
Sous-section 7. Bilan à l'étranger et en Belgique . . . . .	281
§ 1. Bilan belgo-belge . . . . .	281
§ 2. Bilan international . . . . .	282

<b>TITRE 2. LA COHABITATION LÉGALE ET LES MESURES URGENTES ET PROVISOIRES</b> .....	285
INTRODUCTION .....	287
CHAPITRE 1. LES MESURES URGENTES AVANT LA FIN DE LA CESSATION .....	289
CHAPITRE 2. LES MESURES URGENTES ET PROVISOIRES APRÈS LA CESSATION .....	291
<b>TITRE 3. LE MARIAGE ET LA SÉPARATION DE FAIT</b> .....	293
CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS .....	295
Section 1. La séparation de fait unilatérale .....	296
Section 2. La séparation de fait conventionnelle .....	296
Section 3. La séparation de fait judiciaire .....	297
CHAPITRE 2. LES CONSÉQUENCES DE LA SÉPARATION DE FAIT .....	299
Section 1. Les effets personnels et patrimoniaux dans le régime primaire .....	299
Sous-section 1. Le devoir de cohabitation .....	299
§ 1. Choix de la résidence séparée .....	300
§ 2. Critères d'appréciation d'octroi de la résidence conjugale .....	301
§ 3. Défenses de pénétrer dans les résidences respectives ...	303
Sous-section 2. Le devoir de fidélité .....	303
Sous-section 3. Le devoir d'assistance .....	304
Sous-section 4. La protection du logement familial .....	305
Sous-section 5. Le devoir de secours et la contribution aux charges du mariage .....	307
§ 1. Le devoir de secours .....	307
§ 2. La contribution aux charges du mariage .....	308
Sous-Section 6. Les comptes et coffres en banque .....	310
Sous-Section 7. Les dettes contractées pour les besoins du ménage et l'éducation des enfants .....	312
Sous-Section 8. Autorisation et substitution judiciaire .....	315
§ 1. Autorisation à passer seul des actes relatifs au logement familial .....	315
§ 2. Substitution dans les pouvoirs de l'époux incapable de manifester sa volonté .....	316
§ 3. Délégation de sommes dues par des tiers à l'époux incapable de manifester sa volonté .....	317

Sous-section 9. Annulation de certains actes accomplis par le conjoint . . .	317
Section 2. Les effets de la séparation de fait dans le régime secondaire . . . . .	318
Section 3. La séparation de fait et le sort des avantages et libéralités entre époux . . . . .	319
Sous-section 1. Les donations entre époux et la séparation de fait . . . . .	319
§ 1. Les donations hors convention matrimoniale : révocabilité ad nutum . . . . .	319
§ 2. Les donations insérées dans la convention matrimoniale et la filiation adultérine . . . . .	322
§ 3. Séparation de fait et caducité des donations entre époux par disparition de la cause . . . . .	322
A. Évolution jurisprudentielle de la théorie de la caducité des donations par disparition de leur cause . . . . .	323
1. Point de départ : arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1989 . . . . .	323
2. Arrêt de la Cour de cassation du 21 janvier 2000 : un tournant jurisprudentiel . . . . .	324
3. Acte trois : arrêt de la Cour de cassation du 12 décembre 2008 . . . . .	326
4. Acte quatre : arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 2014 . . . . .	327
5. Dernier acte : arrêt du 16 janvier 2023 . . . . .	328
B. Conclusion . . . . .	329
Sous-section 2. Le testament et la séparation de fait . . . . .	329
§ 1. La révocation du testament . . . . .	329
A. Révocation expresse . . . . .	330
B. Révocation tacite . . . . .	330
1. Testament postérieur incompatible . . . . .	330
2. Aliénation du bien par le testateur . . . . .	331
3. Destruction du testament . . . . .	331
C. Révocation judiciaire . . . . .	332
1. Révocation pour cause d’ingratitude . . . . .	332
2. Révocation pour cause d’injure grave à la mémoire du testateur . . . . .	332
§ 2. Caducité du testament pour disparition de sa cause . . . . .	333
Section 4. Les droits successoraux du conjoint en cas de séparation de fait . . . . .	334
Sous-section 1. Préambule : le statut du conjoint survivant – Un héritier légal et réservataire . . . . .	334
§ 1. Un héritier légal . . . . .	334
§ 2. Un héritier réservataire . . . . .	336

Sous-section 2. Exhérédatation de la part réservataire en cas de séparation de fait due à un « abandon du logement familial par le conjoint survivant » . . . . .	337
Sous-section 3. Exhérédatation de la part réservataire en cas de séparation de fait . . . . .	338
Sous-section 4. Exhérédatation de la réserve concrète du conjoint survivant en cas de filiation adultérine établie pendant le mariage . . . . .	340
Sous-section 5. Exhérédatation du conjoint dans les conventions préalables au divorce par consentement mutuel . . . . .	341
Sous-section 6. Exhérédatation testamentaire du conjoint sous le prisme du règlement successoral européen . . . . .	343
<b>PARTIE III. LA FIN DU COUPLE ET SES CONSÉQUENCES . . . . .</b>	<b>345</b>
<b>TITRE 1. LA SÉPARATION DES COHABITANTS DE FAIT . . . . .</b>	<b>347</b>
CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS . . . . .	349
Section 1. Les modes de rupture . . . . .	349
Section 2. Compétence judiciaire . . . . .	349
CHAPITRE 2. LES EFFETS PERSONNELS ENTRE LES EX-COHABITANTS DE FAIT . . . . .	353
Section 1. Le sort du logement . . . . .	353
Sous-section 1. Les cohabitants de fait sont propriétaires (logement indivis) . . . . .	353
Sous-section 2. Les cohabitants de fait sont locataires . . . . .	353
Sous-section 3. L'un des cohabitants est seul propriétaire ou seul locataire . . . . .	354
Section 2. Obligations de nature alimentaire . . . . .	355
Sous-section 1. L'obligation naturelle novée en obligation civile . . . . .	355
Sous-section 2. La responsabilité civile . . . . .	356
Sous-section 3. Le droit conventionnel aux aliments . . . . .	356
CHAPITRE 3. LES EFFETS DE LA RUPTURE QUANT AUX ENFANTS . . . . .	359
CHAPITRE 4. LES EFFETS DE LA RUPTURE QUANT AUX BIENS . . . . .	361
<b>TITRE 2. LA CESSATION DE LA COHABITATION LÉGALE . . . . .</b>	<b>365</b>
CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS . . . . .	367



Section 1.	Les modes de rupture . . . . .	367
Section 2.	Compétence judiciaire . . . . .	368
CHAPITRE 2.	LES EFFETS PERSONNELS ENTRE LES EX-COHABITANTS LÉGAUX . . . . .	369
Section 1.	Le sort du logement . . . . .	369
Section 2.	Obligation de nature alimentaire . . . . .	370
CHAPITRE 3.	LES EFFETS DE LA CESSATION QUANT AUX ENFANTS . . . . .	371
CHAPITRE 4.	LES EFFETS DE LA CESSATION QUANT AUX BIENS . . . . .	373
TITRE 3.	<b>LA SÉPARATION DE CORPS</b> . . . . .	375
CHAPITRE 1.	GÉNÉRALITÉS . . . . .	377
CHAPITRE 2.	LA PROCÉDURE . . . . .	379
CHAPITRE 3.	LES EFFETS DE LA SÉPARATION DE CORPS . . . . .	381
CHAPITRE 4.	LA FIN DE LA SÉPARATION DE CORPS . . . . .	383
TITRE 4.	<b>DIVORCE</b> . . . . .	385
CHAPITRE 1.	LE DIVORCE POUR CAUSE DE DÉSUNION IRRÉMÉDIABLE . . . . .	387
Section 1.	Généralités . . . . .	387
Sous-section 1.	La cause de divorce . . . . .	388
Sous-section 2.	La preuve de la désunion irrémédiable . . . . .	388
§ 1.	La désunion irrémédiable établie par toutes voies de droit (art. 229, § 1 <sup>er</sup> , ancien C. civ.) . . . . .	388
§ 2.	La désunion irrémédiable établie par l'écoulement d'un certain délai (art. 229, § 2 et 3, ancien C. civ.) . . . . .	392
A.	La demande conjointe formée sur pied de l'article 229, § 2, de l'ancien Code civil . . . . .	393
B.	La demande formée par un seul des époux sur pied de l'article 229, § 3, de l'ancien Code civil . . . . .	394
Section 2.	La procédure . . . . .	396
Sous-section 1.	La compétence territoriale interne belge . . . . .	396
Sous-section 2.	L'acte introductif d'instance . . . . .	397
Sous-section 3.	Les demandes ampliatives et reconventionnelles . . . . .	398

Sous-section 4. Les demandes accessoires . . . . .	399
Sous-section 5. La comparution personnelle des parties . . . . .	400
Sous-section 6. Les fins de non-recevoir . . . . .	401
§ 1. L'incapacité d'ester en justice . . . . .	401
§ 2. La réconciliation . . . . .	402
Sous-section 7. La conciliation et la médiation . . . . .	402
Sous-section 8. L'examen de la cause . . . . .	403
Sous-section 9. Les voies de recours . . . . .	404
Sous-section 10. L'opposabilité du divorce . . . . .	405
Section 3. Les mesures réputées urgentes . . . . .	405
Sous-section 1. La compétence <i>ratione materiae</i> . . . . .	405
Sous-section 2. Procédure . . . . .	406
Sous-section 3. Mesures pouvant être ordonnées . . . . .	408
§ 1. Mesures entre époux . . . . .	408
§ 2. Mesures relatives aux enfants . . . . .	408
 CHAPITRE 2. LE DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL . . . . .	 409
Section 1. Généralités . . . . .	409
Sous-section 1. Généralités . . . . .	409
§ 1. Formalisme . . . . .	409
§ 2. Consensualisme et liberté contractuelle . . . . .	411
§ 3. Autonomie des volontés . . . . .	411
Sous-section 2. Conditions de fond . . . . .	411
§ 1. Respect de l'intérêt de l'enfant . . . . .	412
§ 2. Droit international privé . . . . .	413
Sous-section 3. Consentement et vices du consentement . . . . .	414
§ 1. Principes . . . . .	414
§ 2. Vices de consentement et conséquences sur le divorce par consentement mutuel . . . . .	 415
Section 2. Formalités et conventions préalables à la procédure en divorce par consentement mutuel . . . . .	 419
Sous-section 1. L'inventaire facultatif . . . . .	419
§ 1. Le texte légal . . . . .	419
§ 2. Le caractère facultatif de l'inventaire . . . . .	419
§ 3. Les modalités formelles de l'inventaire . . . . .	420
§ 4. Le contenu de l'inventaire . . . . .	421
§ 5. La clôture de l'inventaire . . . . .	422
§ 6. Sanction de l'inventaire irrégulier . . . . .	422
§ 7. Le « relevé des biens » : une solution alternative ? . . . . .	423
Sous-section 2. Le règlement des effets patrimoniaux . . . . .	424
§ 1. Le texte légal . . . . .	424
§ 2. La forme du règlement transactionnel . . . . .	424
§ 3. L'obligation d'opérer un véritable règlement . . . . .	425
§ 4. Le partage de l'actif . . . . .	426

§ 5. Le partage du passif . . . . .	428
§ 6. Droits successoraux, avantages matrimoniaux et institutions contractuelles . . . . .	428
§ 7. La modification du règlement transactionnel . . . . .	429
Sous-section 3. Le règlement des effets personnels . . . . .	431
§ 1. Les conventions relatives aux époux . . . . .	431
§ 2. Les conventions relatives aux enfants . . . . .	434
Section 3. La procédure sans incident . . . . .	435
Sous-section 1. Introduction de la demande et communication au ministère public . . . . .	435
§ 1. Introduction par requête . . . . .	435
§ 2. Information et avis du procureur du Roi . . . . .	436
Sous-section 2. La comparution . . . . .	437
§ 1. Dispense de comparution . . . . .	437
§ 2. Comparution personnelle des époux . . . . .	437
§ 3. Le juge et les enfants . . . . .	438
§ 4. Retrait du consentement des époux ou de l'un d'eux après la comparution . . . . .	438
Sous-section 3. Jugement et voies de recours . . . . .	439
§ 1. Jugement . . . . .	439
§ 2. Voies de recours . . . . .	440
Sous-section 4. Introduction dans la BAEC . . . . .	441
Section 4. Les incidents de procédure . . . . .	442
Sous-section 1. Exercice du pouvoir de contrôle du tribunal sur les conventions relatives aux enfants mineurs . . . . .	442
§ 1. Nature et étendue du pouvoir de contrôle du tribunal . . . . .	442
§ 2. Exercice du pouvoir de contrôle du tribunal . . . . .	442
§ 3. Moment où s'exerce le contrôle . . . . .	443
§ 4. Effets de l'exercice du pouvoir de contrôle du tribunal . . . . .	444
Sous-section 2. Modification des conventions à l'initiative des parties . . . . .	445
§ 1. Principe . . . . .	445
§ 2. Conditions des modifications . . . . .	446
§ 3. Mise en œuvre des modifications . . . . .	448
§ 4. Rôle du tribunal . . . . .	448
§ 5. Forme des modifications . . . . .	449
Sous-section 3. Conséquences de l'abandon d'une procédure de divorce par consentement mutuel . . . . .	449
Section 5. Les effets du divorce par consentement mutuel . . . . .	450
Sous-section 1. Point de départ des effets . . . . .	450
§ 1. Effets entre époux . . . . .	450
§ 2. Effets à l'égard des tiers . . . . .	451
Sous-section 2. Sort des conventions relatives aux effets personnels . . . . .	451
§ 1. Sort des conventions relatives aux époux . . . . .	451
§ 2. Sort des conventions relatives aux enfants . . . . .	453

CHAPITRE 3.	LA PENSION ALIMENTAIRE APRÈS DIVORCE . . .	455
Section 1.	Introduction . . . . .	455
Section 2.	Le titulaire du droit à la pension alimentaire : l'ex-conjoint dans le besoin . . . . .	457
Sous-section 1.	L'état de besoin au sens de l'article 301, § 2, de l'ancien Code civil . . . . .	457
§ 1.	Introduction . . . . .	457
§ 2.	Les hésitations de la jurisprudence concernant l'état de besoin . . . . .	457
§ 3.	Définition de l'état de besoin . . . . .	459
Sous-section 2.	L'état de besoin résultant d'une décision unilatérale du créancier . . . . .	460
§ 1.	Principes . . . . .	460
§ 2.	Mise en œuvre . . . . .	461
Section 3.	La faute grave ayant rendu impossible la poursuite de la vie commune . . . . .	462
Sous-section 1.	Principes et définition . . . . .	463
§ 1.	Principes . . . . .	463
§ 2.	Définition . . . . .	464
§ 3.	Quelques exemples tirés de la jurisprudence . . . . .	467
Sous-section 2.	Administration de la preuve . . . . .	470
Sous-section 3.	Décision intervenant à titre déclaratoire . . . . .	470
Section 4.	<i>Quantum</i> de la pension alimentaire . . . . .	472
Sous-section 1.	Principes . . . . .	472
Sous-section 2.	L'état de besoin du créancier . . . . .	476
Sous-section 3.	Ressources et capacités des parties . . . . .	477
Sous-section 4.	La dégradation significative de la situation économique du bénéficiaire . . . . .	479
§ 1.	Principes . . . . .	479
§ 2.	Controverses . . . . .	480
§ 3.	La solution trouvée par la Cour de cassation . . . . .	481
§ 4.	L'évolution de la jurisprudence de la Cour de cassation . . . . .	482
§ 5.	L'évolution de la jurisprudence concernant la dégradation de la situation économique du bénéficiaire en raison du mariage . . . . .	483
§ 6.	L'évolution de la jurisprudence concernant la dégradation de la situation économique du bénéficiaire en raison du divorce . . . . .	484
Sous-section 5.	Incidence d'une décision en matière de secours alimentaire . . . . .	485
Sous-section 6.	Incidence de la liquidation-partage du régime matrimonial des parties . . . . .	486
Sous-section 7.	Limitation au tiers des revenus nets du débiteur . . . . .	490
Sous-section 8.	Indexation . . . . .	490
Section 5.	La pension provisionnelle . . . . .	490

Sous-section 1. Incidence de l'éventuelle faute grave ayant rendu impossible la poursuite de la vie commune . . . . .	491
§ 1. Principes . . . . .	491
§ 2. <i>Quantum</i> . . . . .	491
Sous-section 2. Octroi d'une pension provisionnelle dans l'attente de la mise en état complète de la situation des parties . . . . .	492
§ 1. Mise en état du dossier . . . . .	492
§ 2. Incidence de la liquidation-partage . . . . .	492
Section 6. Durée . . . . .	493
Sous-section 1. Principes . . . . .	493
Sous-section 2. Circonstances exceptionnelles . . . . .	494
Section 7. Révision, adaptation et suppression de la pension alimentaire . . . . .	496
Sous-section 1. Principes . . . . .	496
§ 1. Circonstances nouvelles et indépendantes de la volonté . . . . .	496
§ 2. Remariage ou cohabitation légale du crédientier . . . . .	497
§ 3. Concubinage du crédientier . . . . .	497
§ 4. Décès du créancier . . . . .	498
§ 5. Décès du débiteur . . . . .	498
Sous-section 2. Incidence de la liquidation-partage du régime matrimonial . . . . .	498
Sous-section 3. Conventions emportant renonciation mutuelle des parties à solliciter la révision ou la suppression de la pension alimentaire . . . . .	499
Section 8. Capitalisation . . . . .	500
Section 9. Renonciation anticipée . . . . .	501
Section 10. Délégation de sommes . . . . .	502
Section 11. Quelques éléments de procédure . . . . .	502
Sous-section 1. Juge compétent . . . . .	502
§ 1. Compétence <i>ratione materiae</i> . . . . .	502
§ 2. Compétence <i>ratione loci</i> . . . . .	503
Sous-section 2. Introduction de la demande . . . . .	503
Sous-section 3. Exécution provisoire . . . . .	503
 CHAPITRE 4. LIQUIDATION ET PARTAGE . . . . .	 505
Section 1. Généralités . . . . .	505
Sous-section 1. Incidence du type de convention matrimoniale . . . . .	505
Sous-section 2. La date de dissolution du régime . . . . .	507
Sous-section 3. La masse indivise et le compte de l'indivision post-matrimoniale . . . . .	510
Sous-section 4. La caducité des droits de survie . . . . .	514
Section 2. La procédure de liquidation-partage judiciaire . . . . .	516
Sous-section 1. L'effet dévolutif de l'appel . . . . .	517
Sous-section 2. L'inventaire et le recel matrimonial . . . . .	518
§ 1. L'inventaire . . . . .	518

§ 2. Le recel matrimonial . . . . .	523
Sous-section 3. Les contredits . . . . .	526
Sous-section 4. Le partage en nature et ses exceptions . . . . .	530
Section 3. Les grandes étapes de la liquidation et du partage d'un régime matrimonial . . . . .	538
Sous-section 1. Dans le régime légal . . . . .	538
Sous-section 2. Dans le régime de la séparation de biens . . . . .	551
§ 1. Les créances entre époux . . . . .	552
§ 2. La collaboration professionnelle bénévole . . . . .	555
Section 4. Questions particulières . . . . .	557
<b>TITRE 5. LA VOCATION SUCCESSORALE . . . . .</b>	<b>559</b>
<b>CHAPITRE 1. LES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT . . . . .</b>	<b>561</b>
Section 1. Liquidation préalable du régime matrimonial . . . . .	561
Section 2. Vocation légale du conjoint survivant . . . . .	561
Sous-section 1. Étendue des droits successoraux légaux du conjoint survivant . . . . .	561
§ 1. Le conjoint survivant est en concours avec un ou des descendant(s) du défunt . . . . .	562
§ 2. Le conjoint survivant est en concours avec des héritiers du deuxième et/ou du troisième ordre . . . . .	562
§ 3. Le conjoint survivant est en concours avec des collatéraux ordinaires (4 <sup>e</sup> ordre) ou avec l'Etat . . . . .	565
§ 4. Le droit au bail et l'« usufruit successif » . . . . .	566
Sous-section 2. Les relations entre le conjoint survivant usufruitier et le/les nu(s)-propriétaires . . . . .	568
§ 1. Les relations entre usufruitier et nu-propriétaire à l'ouverture de la succession (article 4.21 et articles 3.138 à 3.166 du Code civil) . . . . .	568
A. L'inventaire et la description des biens ainsi que l'état des immeubles . . . . .	569
B. L'individualisation des choses de genre et l'emploi des sommes . . . . .	570
C. L'assurance des biens soumis à usufruit . . . . .	571
§ 2. Les droits et devoirs de l'usufruitier et du nu-propriétaire quant à la gestion des biens au cours de l'usufruit (articles 3.142 à 3.166 du Code civil) . . . . .	572
Sous-section 3. L'extinction de l'usufruit et la conversion de l'usufruit . . . . .	572
§ 1. Modes d'extinction de l'usufruit . . . . .	572
§ 2. La conversion de l'usufruit (articles 4.60 à 4.64 du Code civil) . . . . .	574
A. En quoi consiste la conversion de l'usufruit ? . . . . .	574

B. Quels sont les biens pouvant faire l'objet d'une conversion ? .....	574
C. Qui peut demander la conversion de l'usufruit (dans quel délai et quel est le pouvoir d'appréciation du tribunal) ? .....	575
D. Le cas particulier de la conversion « automatique » de l'usufruit du conjoint survivant en présence de descendants non communs .....	577
E. L'évaluation de l'usufruit .....	578
Section 3. Le rapport des libéralités et le conjoint survivant .....	582
Sous-section 1. Bref rappel de la situation avant la réforme .....	582
§ 1. Le rapport à l'égard du conjoint survivant .....	582
§ 2. Le rapport dû par le conjoint survivant .....	583
Sous-section 2. Situation depuis la réforme .....	583
Sous-section 3. Droit transitoire .....	584
Section 4. Les droits réservataires du conjoint survivant .....	584
Sous-section 1. Objet de la réserve .....	584
§ 1. La réserve abstraite .....	584
§ 2. La réserve concrète .....	585
§ 3. Concours des réserves abstraite et concrète .....	585
§ 4. Le cas des époux séparés de fait .....	585
Sous-section 2. La (non-)réduction des donations consenties avant le mariage .....	586
Sous-section 3. Suppression partielle ou totale de la réserve du conjoint survivant .....	587
§ 1. Possibilité d'exhérédation de la réserve abstraite prévue à l'article 334 <sup>ter</sup> alinéas 3 et 4 de l'ancien Code civil .....	587
§ 2. Eventuelle exhérédation totale du conjoint survivant en cas de séparation de plus de six mois (article 4.147 § 4 du Code civil) .....	588
§ 3. Exhérédation conventionnelle dans les conventions préalables à divorce par consentement mutuel (article 1287 alinéa 3 du Code judiciaire) .....	589
§ 4. Exhérédation conventionnelle en application de la « loi Valkeniers » (articles 4.147 § 5 et 2.3.2 du Code civil) .....	589
Section 5. L'articulation entre les droits du conjoint survivant et la réserve des descendants .....	590
Sous-section 1. Les modifications apportées par la réforme .....	590
Sous-section 2. Les différents cas de figure .....	591
§ 1. Le conjoint survivant recueille ses droits légaux .....	591
§ 2. Le conjoint survivant ne recueille pas ses droits légaux .....	591
§ 3. Limitation des droits du conjoint survivant à l'usufruit de certains biens de la succession .....	592

Section 6. Obligations alimentaires .....	593
<b>CHAPITRE 2. LES DROITS DU COHABITANT LÉGAL</b>	
<b>SURVIVANT .....</b>	<b>595</b>
Section 1. Champ d'application .....	596
Section 2. Etendue du droit successoral du cohabitant légal survivant ..	596
Sous-section 1. Droit d'usufruit et droit au bail .....	596
Sous-section 2. Obligation alimentaire .....	598
Sous-section 3. Passif successoral .....	598
Section 3. Conversion de l'usufruit du cohabitant légal survivant .....	599
Section 4. Nature du droit successoral du cohabitant légal .....	599
<b>CHAPITRE 3. L'ABSENCE DE VOCATION LÉGALE DU</b>	
<b>COHABITANT DE FAIT SURVIVANT .....</b>	<b>601</b>
<b>PARTIE IV. LES ENFANTS .....</b>	<b>603</b>
<b>TITRE 1. LA FILIATION .....</b>	<b>605</b>
<b>CHAPITRE 1. L'ÉTABLISSEMENT DE LA FILIATION .....</b>	<b>607</b>
Section 1. L'établissement de la filiation maternelle .....	607
Sous-section 1. L'établissement de la filiation maternelle par l'effet de la loi .....	607
Sous-section 2. L'établissement de la filiation maternelle par reconnaissance .....	609
Sous-section 3. L'établissement de la filiation maternelle par jugement .....	609
Section 2. L'établissement de la filiation paternelle .....	609
Sous-section 1. L'établissement de la filiation paternelle par l'effet de la loi .....	609
Sous-section 2. L'établissement de la filiation paternelle par reconnaissance .....	612
Sous-section 3. L'établissement de la filiation paternelle par jugement ...	623
Section 3. L'établissement de la filiation comaternelle .....	633
Sous-section 1. L'établissement de la comaternité par l'effet de la loi ...	633
Sous-section 2. L'établissement de la comaternité par reconnaissance ...	634
Sous-section 3. L'établissement de la comaternité par jugement .....	636
<b>CHAPITRE 2. LA CONTESTATION DE LA FILIATION .....</b>	<b>639</b>
Section 1. Les règles communes aux actions en contestation de la filiation .....	639
Sous-section 1. Les modes de preuve .....	639
Sous-section 2. Les fins de non-recevoir .....	640
Sous-section 3. La procédure .....	644
Section 2. La contestation de la filiation maternelle .....	646



Sous-section 1. La contestation de la filiation maternelle établie par l'effet de la loi . . . . .	646
Sous-section 2. La contestation de la filiation maternelle établie par reconnaissance . . . . .	647
Sous-section 3. La contestation de la filiation maternelle établie par jugement . . . . .	648
Section 3. La contestation de la filiation paternelle . . . . .	649
Sous-section 1. La contestation de la filiation paternelle établie par l'effet de la loi . . . . .	649
Sous-section 2. La contestation de la filiation paternelle établie par reconnaissance . . . . .	655
Sous-section 3. La contestation de la filiation paternelle établie par jugement . . . . .	660
Sous-section 4. Question particulière : la responsabilité extracontractuelle . . . . .	660
Section 4. La contestation de la filiation comaternelle . . . . .	661
Sous-section 1. La contestation de la comaternité établie par l'effet de la loi . . . . .	661
Sous-section 2. La contestation de la comaternité établie par reconnaissance . . . . .	663
Sous-section 3. La contestation de la comaternité établie par jugement . . . . .	665
CHAPITRE 3. LA FILIATION DES ENFANTS ISSUS DE PERSONNES TRANSGENRES . . . . .	667
Section 1. Enfants nés avant la modification de l'enregistrement du sexe . . . . .	667
Section 2. Enfants nés après la modification de l'enregistrement du sexe . . . . .	667
CHAPITRE 4. LA FILIATION APRÈS PMA HÉTÉROLOGUE . . . . .	671
CHAPITRE 5. LA FILIATION APRÈS GPA . . . . .	675
<b>TITRE 2. LES EFFETS DE LA FILIATION . . . . .</b>	<b>679</b>
CHAPITRE 1. LE NOM . . . . .	681
CHAPITRE 2. L'AUTORITÉ PARENTALE . . . . .	685
Section 1. Titularité et composantes de l'autorité parentale . . . . .	685
Section 2. Exercice de l'autorité parentale sur la personne de l'enfant . . . . .	686
Sous-section 1. Exercice de l'autorité parentale sur la personne de l'enfant . . . . .	686
Sous-section 2. Distinction avec l'accueil parental . . . . .	687

Section 3. La gestion des biens de l'enfant .....	688
Sous-section 1. Actes soumis à autorisation .....	689
Sous-section 2. Indisponibilités particulières .....	691
Sous-section 3. Aspects procédurax .....	691
Sous-section 4. Sanctions .....	692
Section 4. Les modalités d'exercice de l'autorité parentale .....	693
Sous-section 1. L'exercice conjoint de l'autorité parentale .....	693
Sous-section 2. L'exercice exclusif de l'autorité parentale .....	699
Sous-section 3. L'exercice modalisé de l'autorité parentale .....	705
<b>CHAPITRE 3. LES MODALITÉS D'HÉBERGEMENT .....</b>	<b>707</b>
Section 1. L'hébergement dans le cadre de l'exercice conjoint de l'autorité parentale .....	707
Section 2. Le droit aux relations personnelles dans le cadre de l'exercice exclusif de l'autorité parentale .....	714
Section 3. Exécution des décisions judiciaires en matière d'hébergement .....	716
Sous-section 1. Principe .....	716
Sous-section 2. Compétence .....	718
Sous-section 3. Procédure .....	719
Sous-section 4. Réexamen de la situation et possibilité de recourir à la contrainte .....	719
Sous-section 5. L'astreinte et son régime spécifique .....	720
Section 4. Relations personnelles en dehors de l'autorité parentale .....	721
<b>CHAPITRE 4. LES MODALITÉS FINANCIÈRES .....</b>	<b>725</b>
Section 1. Généralités .....	725
Sous-section 1. Contenu de l'obligation .....	725
Sous-section 2. Débiteur de l'obligation .....	726
Sous-section 3. Créancier de l'obligation .....	727
Sous-section 4. Caractéristiques particulières de l'obligation d'éducation et entretien .....	729
Sous-section 5. Variabilité des aliments .....	730
Sous-section 6. Obligation d'entretien et conventions .....	733
Sous-section 7. Causes d'exception à l'obligation d'éducation et d'entretien .....	734
Section 2. La contribution alimentaire .....	735
Sous-section 1. Principes généraux .....	735
Sous-section 2. Les facultés contributives des père et mère .....	737
Sous-section 3. Les frais ordinaires de l'enfant .....	743
Sous-section 4. Les frais extraordinaires .....	744
Sous-section 5. Les modalités d'hébergement .....	748
Sous-section 6. Le montant des allocations familiales et des avantages et sociaux et fiscaux de tous types .....	750
Sous-section 7. Les revenus de la jouissance des biens de l'enfant .....	752

Sous-section 8. Les circonstances particulières .....	752
Sous-section 9. Détermination du <i>quantum</i> de l'obligation : le calcul de la contribution alimentaire .....	753
Sous-section 10. L'indexation de plein droit .....	754
Sous-section 11. La rétroactivité .....	755
Sous-section 12. Le compte-enfant .....	755
Section 3. Article 1321 du Code judiciaire .....	756
Section 4. Action non déclarative de filiation .....	758
<b>TITRE 3. L'ADOPTION</b> .....	<b>759</b>
CHAPITRE 1. L'ADOPTION ET LES DROITS FONDAMENTAUX .....	761
CHAPITRE 2. LA LOI DU 24 AVRIL 2003 RÉFORMANT L'ADOPTION ET LES RÉFORMES SUBSÉQUENTES .....	763
CHAPITRE 3. LES TYPES D'ADOPTION EN DROIT BELGE .....	765
CHAPITRE 4. LES CONDITIONS DE L'ADOPTION INTERNE ...	767
Section 1. Les conditions de fond en cas de première adoption .....	767
Sous-section 1. Respecter les conditions fondamentales .....	767
Sous-section 2. Pouvoir prétendre à la qualité d'adoptant .....	768
Sous-section 3. Remplir les conditions d'âge .....	771
Sous-section 4. Être apte à adopter dans le cas de l'adoption d'un enfant mineur .....	773
Sous-section 5. Obtenir les consentements nécessaires .....	775
Section 2. Les conditions de fond en cas de nouvelle adoption .....	779
CHAPITRE 5. LA PROCÉDURE D'ADOPTION INTERNE .....	783
CHAPITRE 6. LA RÉVISION DE L'ADOPTION .....	787
CHAPITRE 7. LA RÉVOCATION DE L'ADOPTION .....	789
CHAPITRE 8. L'ÉTABLISSEMENT DE LA FILIATION À L'ÉGARD DE L'ADOPTANT OU D'UN TIERS .....	791
CHAPITRE 9. LES EFFETS DE L'ADOPTION .....	793
Section 1. Le moment de la prise d'effets .....	793
Section 2. Les effets de l'adoption simple .....	793
Section 3. Les effets de l'adoption plénière .....	795

<b>TITRE 4. ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANT : EN DROIT ET EN FAITS</b> .....	799
CHAPITRE 1. INTRODUCTION .....	801
CHAPITRE 2. LES OBJECTIFS DES TEXTES ET LES RÉALITÉS DE TERRAIN .....	803
CHAPITRE 3. LES NOUVEAUTÉS .....	807
Section 1. Le Règlement de Bruxelles IIter .....	807
Sous-section 1. Les situations de danger de l'enfant dans son pays d'origine et la procédure de la « seconde chance » .....	807
Sous-section 2. La reconnaissance et l'exécution des décisions – Suppression de l'exequatur .....	811
Sous-section 3. Les mesures provisoires ou conservatoires et le droit de visite du parent victime .....	813
Sous-section 4. Les obligations du juge de l'Etat requis : la médiation et l'opinion de l'enfant .....	817
Sous-section 5. Le rôle des Autorités centrales .....	821
Sous-section 6. Conclusion : les apports de Bruxelles IIter .....	823
Section 2. La loi du 2 mars 2023 portant exécution du Règlement (UE) n° 2018/1682 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 dit « Règlement SIS » .....	824
Section 3. Le mécanisme du protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales .....	829
Section 4. Le truchement des instruments internationaux dans le cadre d'une demande de protection internationale d'asile .....	830
CHAPITRE 4. CONCLUSION : DERNIÈRES RÉFLEXIONS ET PISTES D'AMÉLIORATION .....	837
Section 1. Le volet préventif .....	837
Section 2. Continuer à favoriser les médiations .....	838
Section 3. Demander des mesures provisoires pendant une procédure de retour et des mesures d'exécution d'une décision de retour .....	839
<b>PARTIE V. QUESTIONS PARTICULIÈRES</b> .....	841
<b>TITRE 1. LA FAMILLE SOUS LE PRISME DU DROIT PÉNAL SPÉCIAL</b> .....	843
INTRODUCTION .....	845

CHAPITRE 1. LES INFRACTIONS LIÉES À L'ÉTAT CIVIL ET À L'ADOPTION .....	847
Section 1. Le mariage et la cohabitation légale forcés .....	847
Sous-section 1. Introduction .....	847
Sous-section 2. Notions .....	848
Sous-section 3. Les éléments constitutifs .....	849
§ 1. Un mariage/une cohabitation légale dûment contracté(e) .....	849
§ 2. Des violences ou menaces .....	850
§ 3. Une contrainte exercée par les violences ou menaces précitées sur le consentement .....	850
§ 4. Un dol général .....	851
Sous-section 4. Les peines .....	851
Section 2. Le mariage et la cohabitation légale simulés .....	852
Sous-section 1. Notions .....	852
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	853
§ 1. Un mariage/une cohabitation légale dûment contracté(e) .....	853
§ 2. Un dol spécial : le mariage/la cohabitation légale doit avoir pour seule cause, la recherche d'un avantage en matière de séjour .....	854
Sous-section 3. Les peines .....	854
Section 3. La bigamie .....	855
Sous-section 1. Notions .....	855
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	856
§ 1. Un premier mariage valable .....	857
§ 2. La célébration d'un second mariage avant la dissolution du premier .....	857
§ 3. Un dol général .....	858
Sous-section 3. Les peines .....	858
Sous-section 4. Quid de la cohabitation légale ? .....	858
Section 4. L'absence de déclaration de la naissance d'un enfant .....	859
Sous-section 1. Introduction .....	859
Sous-section 2. Notions et peines .....	861
Section 5. La reconnaissance d'un enfant dans les circonstances visées à l'article 330/1 de l'ancien Code civil .....	861
Section 6. L'absence de déclaration d'un nouveau-né trouvé .....	862
Sous-section 1. Introduction .....	862
Sous-section 2. Notions .....	863
Sous-section 3. Les éléments constitutifs .....	863
§ 1. Un nouveau-né .....	863
§ 2. Un nouveau-né « trouvé » .....	864
§ 3. Pas d'élément moral requis .....	864
Sous-section 4. Les peines .....	864
Section 7. La substitution, la supposition et la suppression d'enfant ....	864
Sous-section 1. Notions .....	864

Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	865
§ 1. Un enfant . . . . .	865
§ 2. Une substitution, une supposition ou une suppression . . . . .	865
§ 3. Un dol spécial . . . . .	865
Sous-section 3. Les peines . . . . .	865
Section 8. Les infractions liées à l'adoption . . . . .	866
Sous-section 1. Notions . . . . .	866
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	867
§ 1. La qualité d'adoptant, de candidat adoptant ou d'intermédiaire . . . . .	867
§ 2. Une adoption « contrevenant aux dispositions de la loi » . . . . .	868
§ 3. Un dol spécial (pour l'adoptant et le candidat adoptant) ou un dol général (pour l'intermédiaire) . . . . .	869
Sous-section 3. Les peines . . . . .	869
 CHAPITRE 2. LES INFRACTIONS LIÉES AUX VIOLENCES PHYSIQUES ET PSYCHIQUES . . . . .	 871
Section 1. L'infanticide . . . . .	871
Sous-section 1. Notions . . . . .	871
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	871
Sous-section 3. Les peines . . . . .	872
Section 2. Le parricide . . . . .	872
Sous-section 1. Notions . . . . .	872
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	872
Sous-section 3. Les peines . . . . .	873
Section 3. Les lésions corporelles volontaires . . . . .	873
Sous-section 1. Les violences entre époux . . . . .	873
§ 1. Propos introductifs et éléments de procédure . . . . .	873
§ 2. Les infractions concernées . . . . .	876
§ 3. Les circonstances aggravantes . . . . .	877
§ 4. La suppression de l'excuse de l'époux trompé . . . . .	878
Section 4. Le harcèlement entre partenaires ou ex-partenaires . . . . .	879
Sous-section 1. Le harcèlement de droit commun . . . . .	879
§ 1. Notions . . . . .	879
§ 2. Les éléments constitutifs . . . . .	880
A. Le fait de harceler autrui . . . . .	880
B. L'exigence d'une atteinte grave à la tranquillité d'autrui . . . . .	882
C. Un dol général . . . . .	882
§ 3. La suppression de l'exigence d'une plainte préalable de la victime . . . . .	883
§ 4. Les peines . . . . .	883
Sous-section 2. Le harcèlement « téléphonique » . . . . .	884
§ 1. Notions . . . . .	884
§ 2. Les éléments constitutifs . . . . .	884

A. L'utilisation d'un réseau ou d'un service de communications électroniques ou d'autres moyens de communications électroniques . . . . .	884
B. Un dol tout à fait spécial . . . . .	885
§ 3. Les peines . . . . .	885
§ 4. Infraction apparentée : l'interception de communications . . . . .	886
CHAPITRE 3. LES INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL . . . . .	889
Introduction . . . . .	889
Section 1. Le consentement en matière de droit à l'autodétermination sexuelle . . . . .	891
Sous-section 1. Généralités . . . . .	891
Sous-section 2. Le consentement appliqué aux mineurs . . . . .	892
Section 2. L'atteinte à l'intégrité sexuelle . . . . .	894
Sous-section 1. Notions . . . . .	894
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	895
Sous-section 3. Les peines . . . . .	896
Section 3. Le voyeurisme . . . . .	896
Sous-section 1. Notions . . . . .	896
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	897
Sous-section 3. Les peines . . . . .	897
Section 4. La diffusion non consentie de contenus à caractère sexuel . . . . .	898
Sous-section 1. Notions . . . . .	898
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	898
Sous-section 3. Les peines . . . . .	899
Section 5. Le viol . . . . .	899
Sous-section 1. Notions . . . . .	899
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	899
Sous-section 3. Les peines . . . . .	900
Section 6. Les infractions aggravées . . . . .	900
Sous-section 1. Propos introductifs . . . . .	900
Sous-section 2. Les infractions aggravées en raison des conséquences pour la victime . . . . .	901
Sous-section 3. Les infractions aggravées en raison de la qualité de la victime . . . . .	901
Sous-section 4. Les infractions aggravées en raison des liens unissant l'auteur et la victime . . . . .	901
§ 1. L'inceste . . . . .	901
§ 2. Les actes à caractère sexuel intrafamiliaux non consentis . . . . .	902
§ 3. Les violences sexuelles dans le cadre du couple . . . . .	902
§ 4. La position d'autorité ou de confiance de la victime . . . . .	902
Sous-section 5. En raison de la motivation de l'auteur . . . . .	903
Sous-section 6. En raison du contexte de commission de l'infraction . . . . .	903
Section 7. L'approche d'un mineur à des fins sexuelles . . . . .	903

Sous-section 1. Propos introductifs . . . . .	903
Sous-section 2. L'approche d'un mineur à des fins sexuelles . . . . .	904
§ 1. Notions . . . . .	904
§ 2. Les éléments constitutifs . . . . .	904
§ 3. Les peines . . . . .	905
Section 8. L'approche d'un mineur à des fins de prostitution . . . . .	905
Sous-section 1. L'incitation d'un mineur à la débauche ou à la prostitution . . . . .	905
Sous-section 2. Le recrutement d'un mineur à des fins de débauche ou à la prostitution . . . . .	906
Sous-section 3. La tenue d'une maison de débauche ou de prostitution impliquant un mineur . . . . .	906
Sous-section 4. La mise à disposition d'un local à un mineur à des fins de débauche et de prostitution . . . . .	907
Sous-section 5. L'exploitation de la débauche ou de la prostitution d'un mineur . . . . .	907
Sous-section 6. L'obtention de la débauche ou de la prostitution d'un mineur en association . . . . .	908
Sous-section 7. L'organisation de la débauche ou de la prostitution d'un mineur . . . . .	908
Sous-section 8. Le fait d'assister à la débauche ou à la prostitution d'un mineur . . . . .	909
Sous-section 9. La publicité pour la débauche ou la prostitution d'un mineur . . . . .	909
Sous-section 10. L'incitation à la débauche ou à l'exploitation de la prostitution d'un mineur en public . . . . .	910
Section 9. Les images d'abus sexuels de mineurs . . . . .	910
Sous-section 1. Définition . . . . .	910
Sous-section 2. La production ou la diffusion . . . . .	911
Sous-section 3. La détention et l'acquisition . . . . .	911
Sous-section 4. L'accès . . . . .	912
Sous-section 5. Les causes de justification . . . . .	912
§ 1. La réception de droit, l'analyse et la transmission d'images d'abus sexuels de mineurs . . . . .	912
§ 2. La réalisation consentie, la possession et la transmission mutuelle de contenus à caractère sexuel . . . . .	912
Section 10. L'outrage public aux bonnes mœurs . . . . .	913
Sous-section 1. La production ou la diffusion de contenus à caractère extrêmement pornographique ou violent . . . . .	913
Sous-section 2. L'exhibitionnisme . . . . .	914
Section 11. Le refus de prêter son concours technique à la suppression des images . . . . .	915
Section 12. Les peines . . . . .	915
Sous-section 1. Le choix de la peine . . . . .	915
§ 1. Les facteurs aggravants . . . . .	915



§ 2. L'avis d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels .....	916
Sous-section 2. La fermeture d'établissement .....	917
Sous-section 3. L'interdiction de résidence, de lieu ou de contact .....	917
Sous-section 4. L'interdiction d'exercer certains droits et activités .....	918
Sous-section 5. La mise à disposition du tribunal de l'application des peines .....	918
Sous-section 6. La confiscation de l'instrument de l'infraction .....	919
Sous-section 7. La transmission d'une décision judiciaire .....	919
Section 13. Divers .....	919
Sous-section 1. Le concours .....	919
Sous-section 2. La protection de l'identité de la victime .....	920
CHAPITRE 4. LES INFRACTIONS LIÉES AUX SOINS .....	921
Propos introductifs .....	921
Section 1. Le délaissement .....	922
Sous-section 1. Notions .....	922
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	922
§ 1. Une victime mineure ou vulnérable .....	922
§ 2. Le fait de délaisser ou de faire délaisser ce mineur ou cette personne vulnérable .....	922
§ 3. Un dol général .....	923
Sous-section 3. Les peines .....	923
Section 2. L'abandon, le refus de reprise et le refus d'entretien .....	924
Sous-section 1. Notions .....	924
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	925
§ 1. Un lien de parenté entre l'auteur et la victime .....	925
§ 2. Une victime qui se trouve dans un état de besoin .....	926
§ 3. Un abandon de la personne protégée, un refus de la reprendre ou un refus de payer son entretien .....	927
§ 4. Un dol général .....	927
Sous-section 3. Les peines .....	928
Section 3. La privation d'aliments ou de soins .....	928
Sous-section 1. Notions .....	928
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	929
§ 1. Une victime mineure ou vulnérable .....	929
§ 2. Une privation d'aliments ou de soins .....	929
§ 3. Une privation qui entraîne une certaine gravité pour la santé de la victime .....	930
§ 4. Un dol général .....	930
Sous-section 3. Les peines .....	930
Section 4. Le défaut d'entretien .....	931
Sous-section 1. Notions .....	931
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	931
§ 1. Un défaut d'entretien .....	931
§ 2. Une victime mineure ou vulnérable .....	931

§ 3. L'auteur doit avoir la garde de la personne protégée . . . .	931
§ 4. Le défaut d'entretien doit être de nature à compromettre la santé de la victime . . . . .	932
§ 5. Une négligence . . . . .	932
Sous-section 3. Les peines . . . . .	932
 CHAPITRE 5. LES INFRACTIONS LIÉES AUX MODALITÉS	
DE GARDE DES ENFANTS . . . . .	933
Section 1. Propos introductifs . . . . .	933
Section 2. L'enlèvement d'un mineur . . . . .	934
Sous-section 1. Notions . . . . .	934
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	934
§ 1. Un enlèvement . . . . .	934
§ 2. Une victime mineure ou vulnérable . . . . .	934
§ 3. Un auteur qui n'est pas le père ou la mère . . . . .	935
§ 4. Des violence, ruse ou menace, si la victime a plus de douze ans ou est vulnérable . . . . .	935
§ 5. Un dol général . . . . .	936
Sous-section 3. Les peines . . . . .	936
Section 3. Le recel d'un mineur . . . . .	937
Sous-section 1. Les éléments constitutifs . . . . .	937
Sous-section 2. Les peines . . . . .	937
Section 4. La non-représentation d'un mineur par celui qui en a la charge . . . . .	938
Sous-section 1. Notions . . . . .	938
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	938
§ 1. Une non-représentation . . . . .	938
§ 2. Un mineur âgé de moins de douze ans . . . . .	939
§ 3. Une personne qui s'est vu confier la charge d'un mineur . . . . .	939
§ 4. Un dol général . . . . .	939
Sous-section 3. Les peines . . . . .	939
Section 5. La non-représentation d'un mineur par le père ou la mère . . .	940
Sous-section 1. Notions . . . . .	940
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	940
§ 1. Une décision judiciaire ou administrative relative à la garde d'un enfant . . . . .	940
§ 2. Un fait matériel réalisant la transgression de la décision relative à la garde de l'enfant . . . . .	943
§ 3. La qualité des auteurs . . . . .	945
§ 4. Un dol général . . . . .	945
Sous-section 3. Les peines . . . . .	946
Sous-section 4. Les causes de justification . . . . .	947

CHAPITRE 6.	LES INFRACTIONS LIÉES AUX MODALITÉS FINANCIÈRES .....	951
Section 1.	L'abandon de famille .....	951
Sous-section 1.	Notions .....	951
Sous-section 2.	Les éléments constitutifs .....	952
§ 1.	La consécration d'une obligation alimentaire légale ....	953
§ 2.	Le non-respect d'une décision judiciaire définitive ou d'une convention dans le cadre d'un divorce par consentement mutuel .....	954
A.	Une décision judiciaire qui ne peut plus être frappée d'opposition ni d'appel .....	954
B.	Des conventions préalables à divorce par consentement mutuel .....	956
§ 3.	Un non-paiement pendant plus de deux mois .....	956
§ 4.	La volonté de commettre l'infraction .....	957
Sous-section 3.	Les peines .....	957
Sous-section 4.	L'action civile .....	958
Section 2.	L'organisation frauduleuse d'insolvabilité .....	958
Sous-section 1.	Notions .....	958
Sous-section 2.	Les éléments constitutifs .....	959
§ 1.	L'organisation de l'insolvabilité .....	960
§ 2.	L'inexécution des obligations .....	963
§ 3.	Un dol spécial .....	964
Sous-section 3.	Les peines .....	964
Sous-section 4.	L'action civile .....	965
CHAPITRE 7.	LES INFRACTIONS LIÉES AU PATRIMOINE .....	967
Section 1.	Le faux serment .....	967
Sous-section 1.	Notion .....	967
Sous-section 2.	Les éléments constitutifs .....	967
§ 1.	Une altération de la vérité .....	967
§ 2.	Un dol général .....	970
Sous-section 3.	Les peines et condamnations civiles .....	970
Section 2.	Le détournement d'objets .....	970
Sous-section 1.	Notion .....	970
Sous-section 2.	Les éléments constitutifs .....	971
§ 1.	La destruction, la dégradation ou le détournement d'un bien meuble .....	971
§ 2.	Une mesure visée aux articles 223 de l'ancien Code civil, 1253 <i>septies</i> ou 1280 du Code judiciaire .....	972
§ 3.	L'auteur a agi en ayant connaissance de la mesure judiciaire .....	972
§ 4.	Le détournement ou la destruction a été opéré dans l'intérêt du conjoint institué gardien .....	972
§ 5.	Une intention frauduleuse .....	972
Sous-section 3.	Les peines .....	973

Sous-section 4. L'action civile .....	973
<b>CHAPITRE 8. LES IMMUNITÉS ET CAUSES D'EXCUSE .....</b>	<b>975</b>
Section 1. « Le vol entre époux » .....	975
Section 2. Le recel de malfaiteur et de cadavre .....	977
Sous-section 1. Le recel de malfaiteurs .....	977
Sous-section 2. Le recel de cadavre .....	978
Sous-section 3. Les causes d'excuse absolutoires .....	978
Section 3. Le faux témoignage en matière civile .....	979
Sous-section 1. Notion .....	979
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	979
§ 1. Un témoignage .....	979
§ 2. Le témoignage doit être fait en justice .....	980
§ 3. Le témoignage doit être irrévocable .....	980
§ 4. Le témoignage doit avoir été fait sous serment .....	980
§ 5. Une altération de la vérité .....	981
§ 6. Une intention de tromper la justice .....	981
§ 7. La possibilité d'un préjudice .....	981
Sous-section 3. Les peines .....	981
Sous-section 4. La subornation de personnes .....	982
Conclusion .....	982
<b>TITRE 2. DROIT FISCAL .....</b>	<b>985</b>
<b>CHAPITRE 1. L'IMPÔT SUR LES REVENUS ET LA FAMILLE ...</b>	<b>987</b>
Introduction .....	987
Section 1. La cellule fiscale familiale .....	987
Sous-section 1. Le décumul des revenus .....	987
Sous-section 2. Couples mariés et cohabitants légaux .....	988
Sous-section 3. Imposition commune .....	989
Sous-section 4. Le quotient conjugal .....	990
Sous-section 5. La rémunération du conjoint et du cohabitant aidant ....	991
Sous-section 6. Évolutions liées au calcul de l'impôt .....	993
§ 1. La réforme de 2012 .....	993
A. Déduction des rentes alimentaires versées (art. 104, 1 <sup>o</sup> et 2 <sup>o</sup> , C.I.R. 92) .....	994
B. Réduction d'impôt pour garde d'enfant .....	994
C. Montant exonéré d'impôt pour enfant de moins de trois ans .....	997
D. Crédit d'impôt pour faibles revenus .....	997
§ 2. Les conséquences de la sixième réforme de l'État .....	1003
Section 2. Les différents types de séparation d'un point de vue fiscal ...	1003
Sous-section 1. Le divorce .....	1003
§ 1. Introduction .....	1003
§ 2. La date du divorce en droit fiscal .....	1004

Sous-section 2. La séparation de corps . . . . .	1004
Sous-section 3. La séparation de fait . . . . .	1005
§ 1. Introduction : désunion irrémédiable pour cause de séparation de fait . . . . .	1005
§ 2. La notion fiscale de séparation de fait . . . . .	1005
§ 3. Preuve de la séparation de fait . . . . .	1008
§ 4. Pourquoi la date de la séparation de fait est-elle si importante ? . . . . .	1012
A. Influence de la date de la séparation de fait sur le calcul de l'impôt . . . . .	1012
B. Influence de la date de la séparation de fait sur le recouvrement de l'impôt . . . . .	1013
C. Influence de la date de séparation de fait sur la déclaration d'impôt . . . . .	1013
§ 5. Lieu d'introduction de la déclaration d'impôt . . . . .	1014
Section 3. L'enfant à charge . . . . .	1015
Sous -section 1. Les quotités exemptées d'impôt . . . . .	1015
§ 1. Généralités . . . . .	1015
§ 2. Le crédit d'impôt pour familles avec enfants à charge . .	1016
§ 3. Le crédit d'impôt et la co-parenté . . . . .	1017
§ 4. La problématique des couples bénéficiant de revenus étrangers exonérés . . . . .	1017
A. Jurisprudence des juridictions du fond consacrant les enseignements de la C.J.U.E. . . . .	
et évolution de la position administrative . . . . .	1018
B. Jurisprudence de la Cour constitutionnelle . . . . .	1022
C. Cas particulier : fonctionnaire de l'UE . . . . .	1025
D. Cas particulier : contribuable non-résident . . . . .	1026
E. Cas particulier : fonctionnaire d'Eurocontrol . . . . .	1028
Sous-section 2. Quand un enfant est-il à charge ? . . . . .	1033
§ 1. Faire partie du ménage . . . . .	1034
§ 2. Ressources nettes autorisées . . . . .	1037
§ 3. Rémunération constituant des frais professionnels pour le parent isolé . . . . .	1040
§ 4. Applications jurisprudentielles récentes . . . . .	1041
Sous-section 3. Qui peut prendre l'enfant à charge dans sa déclaration d'impôt ? . . . . .	1042
Sous-section 4. La déclaration fiscale des enfants à charge . . . . .	1043
Sous-section 5. Co-parenté . . . . .	1044
§ 1. Les enfants visés . . . . .	1046
§ 2. Conditions de la répartition de la quotité exemptée d'impôt . . . . .	1048
§ 3. Modalités de répartition de la quotité exemptée . . . . .	1052
§ 4. Autres avantages fiscaux . . . . .	1054
§ 5. Rente alimentaire et coparenté ? . . . . .	1055
§ 6. Coparenté : intéressant fiscalement ou pas ? . . . . .	1056

Section 4. Les rentes alimentaires .....	1057
Sous-section 1. La notion de rentes alimentaires .....	1057
§ 1. Généralités .....	1057
§ 2. Les rentes alimentaires en nature .....	1059
Sous-section 2. Conditions de déductibilité des rentes alimentaires .....	1061
§ 1. L'exécution d'une obligation sur base du Code civil ...	1061
§ 2. La condition de ne pas faire partie du ménage .....	1073
§ 3. Quid des rentes alimentaires payées au cours de l'année de la séparation de fait ? .....	1077
§ 4. La régularité des rentes .....	1078
A. Principes généraux .....	1078
B. Arriérés de rentes alimentaires .....	1080
C. Condition de régularité appliquée aux rentes alimentaires en nature .....	1085
D. Condition de régularité pour les rentes alimentaires capitalisées .....	1086
E. Condition de régularité en cas de paiement unique .....	1086
F. Conditions d'imposition des rentes alimentaires ...	1087
Sous-section 3. Rentes alimentaires et non-habitants du Royaume .....	1089
§ 1. Rentes alimentaires ordonnées par un tribunal étranger .....	1089
§ 2. Rentes alimentaires payées par des habitants du Royaume à des non-habitants du Royaume .....	1089
A. Principe .....	1089
B. Base d'imposition du précompte professionnel ...	1090
§ 3. Rentes alimentaires payées par des non-habitants du Royaume .....	1091
Sous-section 4. Comment les rentes alimentaires sont-elles imposées ? ..	1094
§ 1. Généralités .....	1094
§ 2. Imposition des rentes alimentaires reçues périodiquement .....	1094
§ 3. Imposition des rentes alimentaires payées sous forme d'un capital .....	1094
§ 4. Imposition de l'arriéré de rente alimentaire résultant d'une décision judiciaire .....	1095
Sous-section 5. Économie d'impôt dans le chef du débiteur .....	1095
Sous-section 6. Précompte professionnel v. versements anticipés .....	1096
Section 5. L'habitation familiale .....	1096
Sous-section 1. Les revenus immobiliers et la déclaration d'impôt .....	1096
§ 1. Revenus .....	1096
§ 2. Avantages fiscaux .....	1097
Sous-section 2. Le débiteur du précompte immobilier .....	1098
Section 6. Recouvrement .....	1102
Sous-section 1. Rappel des notions de droit civil .....	1102
§ 1. Communauté légale .....	1103

§ 2. Séparation de biens . . . . .	1103
§ 3. Communauté universelle . . . . .	1103
§ 4. Variations sur ces régimes . . . . .	1103
Sous-section 2. Règles de recouvrement de l'impôt à charge des conjoints – Art. 10 du CRAF . . . . .	1104
§ 1 Le nouveau Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (CRAF) . . . . .	1104
§ 2 Solidarité fiscale des conjoints – Article 10, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 du CRAF . . . . .	1104
§ 3. Exclusion des biens propres « non-suspects » – Article 10, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2 du CRAF . . . . .	1107
§ 4. Solidarité fiscale des conjoints limitée en cas de séparation de fait . . . . .	1109
§ 5. Le recouvrement de l'impôt après le divorce (art. 10, § 3, CRAF) . . . . .	1111
 CHAPITRE 2. LES DROITS DE DONATION ET LA FAMILLE . . . . .	1113
Section 1. Nature de l'impôt . . . . .	1113
Sous-section 1. Impôt sur les donations . . . . .	1113
Sous-section 2. Impôt régional . . . . .	1114
Sous-section 3. Critère de localisation . . . . .	1116
Sous-section 4. Habitant du Royaume et domicile fiscal . . . . .	1117
Section 2. Droit de donation et abus fiscal . . . . .	1118
Sous-section 1. Éléments constitutifs et conséquences . . . . .	1118
Sous-section 2. Circulaires administratives et cas d'application . . . . .	1120
Section 3. Objet imposable . . . . .	1124
Sous-section 1. Notion de donation . . . . .	1124
§ 1. Transfert entre vifs de biens présents . . . . .	1125
§ 2. Transfert immédiat . . . . .	1127
§ 3. Transfert irrévocable . . . . .	1127
§ 4. Transfert à titre gratuit . . . . .	1128
§ 5. Intention libérale . . . . .	1130
§ 6. Appauvrissement du donateur . . . . .	1131
§ 7. Acceptation par le donataire . . . . .	1134
Sous-section 2. Biens meubles et immeubles . . . . .	1134
Sous-section 3. Formes de donation et obligation d'enregistrement . . . . .	1135
Sous-section 4. Titre de perception . . . . .	1137
Section 4. Contribuables (Flandre) . . . . .	1140
Section 5. Objet imposable . . . . .	1141
Sous-section 1. Principe : la valeur vénale . . . . .	1141
Sous-section 2. Instruments financiers : la valeur boursière . . . . .	1142
Sous-section 3. Estimations forfaitaires . . . . .	1142
§ 1. Usufruit/nue-propriété . . . . .	1142
§ 2. Rente ou pension viagère . . . . .	1143
§ 3. Rente perpétuelle . . . . .	1143
§ 4. Fonds de commerce . . . . .	1144

Sous-section 4. Donation avec charge .....	1144
Sous-section 5. Abattement pour personne handicapée ou enfant handicapé (Flandre) .....	1145
Sous-section 6. Réserve de progressivité .....	1145
Section 6. Les tarifs régionaux applicables .....	1147
Sous-section 1. Tarifs pour les donations de biens meubles et d'immeubles .....	1147
Sous-section 2. Liquidation par donateur et par donataire .....	1150
Sous-section 3. Lien de parenté entre le donateur et le donataire .....	1151
Sous-section 4. Tarifs réduits pour certaines personnes morales .....	1153
Section 7. Réductions .....	1155
Section 8. Exemptions .....	1156
Section 9. Donation d'entreprise .....	1161
Sous-section 1. Régime wallon .....	1161
§ 1. Objet de la donation .....	1161
A. Entreprise individuelle .....	1162
B. Entreprise sociétaire .....	1163
§ 2. Conditions pour bénéficiaire du taux de 0 % .....	1164
§ 3. Conditions pour conserver le taux de 0 % .....	1165
§ 4. Non-respect des conditions de maintien .....	1165
§ 5. Réserve de progressivité .....	1166
Sous-section 2. Régime bruxellois .....	1166
§ 1. Alignement du régime bruxellois sur le régime flamand .....	1166
§ 2. Conditions d'octroi .....	1167
§ 3. Conditions de forme .....	1169
§ 4. Conditions de maintien durant la période probatoire ...	1170
§ 5. Réserve de progressivité .....	1171
Sous-section 3. Régime flamand .....	1172
§ 1. Généralités .....	1172
§ 2. Conditions d'octroi .....	1172
§ 3. Conditions de forme .....	1173
§ 4. Conditions de maintien durant la période probatoire ...	1174
§ 5. Réserve de progressivité .....	1174
Section 10. Modalités de perception .....	1174
Section 11. Restitutions de droits .....	1175
 CHAPITRE 3. LES DROITS DE SUCCESSION ET LA FAMILLE ..	1177
Généralités .....	1177
Section 1. Le droit de succession et le droit de mutation par décès .....	1178
Sous-section 1. Le droit de succession .....	1178
Sous-section 2. Le droit de mutation par décès .....	1185
Section 2. Un impôt régional .....	1186
Section 3. Les transmissions imposables .....	1188



Section 4. L'actif réel . . . . .	1193
Sous-section 1. Notion de biens réels . . . . .	1193
Sous-section 2. Biens conditionnels, éventuels et litigieux . . . . .	1193
Sous-section 3. Constructions . . . . .	1194
Section 5. L'actif fictif . . . . .	1195
Sous-section 1. Notion de biens fictifs . . . . .	1195
Sous-section 2. Dettes uniquement reconnues par testament . . . . .	1196
Sous-section 3. Obligations de sommes et donations mobilières assimilées à un legs . . . . .	1196
Sous-section 4. Donations mobilières sous condition suspensive du prédéces du donateur . . . . .	1197
Sous-section 5. Avantages matrimoniaux . . . . .	1198
Sous-section 6. Donations mobilières faites par le défunt dans les trois/cinq/sept années précédant le décès et non soumises au droit de donation . . . . .	1202
Sous-section 7. Présomption de propriété . . . . .	1205
Sous-section 8. Stipulations pour autrui de sommes, rentes ou valeurs . . .	1207
§ 1. Textes légaux . . . . .	1207
§ 2. Généralités . . . . .	1211
§ 3. Conditions d'application . . . . .	1212
§ 4. Contrats souscrits par des personnes non mariées sous un régime de communauté . . . . .	1213
A. Le preneur, la tête assurée et le bénéficiaire sont la même personne . . . . .	1213
B. Le preneur et la tête assurée sont la même personne, le bénéficiaire du contrat est un tiers . . . . .	1213
C. Le preneur et le bénéficiaire du contrat sont la même personne, la tête assurée est un tiers . . . . .	1214
D. Le preneur, la tête assurée et le bénéficiaire sont des personnes différentes . . . . .	1214
§ 5. Contrats souscrits par des personnes mariées sous un régime de communauté . . . . .	1215
§ 6. Contrats souscrits par des époux divorcés ou par des époux mariés sous un régime de séparation de biens pure et simple . . . . .	1218
§ 7. Exonérations . . . . .	1218
Sous-section 9. Actes par lesquels le défunt s'est réservé un droit viager . . . . .	1219
§ 1. Généralités . . . . .	1219
§ 2. Fiction de l'article 9 du C. succ. . . . .	1222
§ 3. Fiction de l'article 10 du C. succ. . . . .	1227
§ 4. Fiction de l'article 11 du C. succ. . . . .	1228
Section 6. L'évaluation de l'actif imposable . . . . .	1230
Sous-section 1. Règle générale : la valeur vénale . . . . .	1230
Sous-section 2. Règles particulières : une valeur forfaitaire . . . . .	1232
Section 7. Les déductions . . . . .	1235

Section 8. Le passif admissible . . . . .	1237
Sous-section 1. Règles générales . . . . .	1237
§ 1. Le passif admissible dans la succession d'un habitant du Royaume . . . . .	1237
§ 2. Le passif admissible dans la succession d'un non-habitant du Royaume . . . . .	1241
Sous-section 2. Preuve du passif . . . . .	1242
Sous-section 3. Imputation du passif . . . . .	1242
Sous-section 4. Contribution au passif . . . . .	1244
Sous-section 5. Évaluation du passif . . . . .	1245
Section 9. La déclaration de succession . . . . .	1245
Sous-section 1. Obligation de dépôt d'une déclaration . . . . .	1245
§ 1. Déclaration ordinaire . . . . .	1245
§ 2. Déclaration nouvelle . . . . .	1247
Sous-section 2. Forme et contenu d'une déclaration . . . . .	1247
Sous-section 3. Défaut de déclaration . . . . .	1248
Section 10. Les tarifs régionaux applicables . . . . .	1249
Sous-section 1. Introduction générale . . . . .	1249
Sous-section 2. Le tarif applicable en Région wallonne . . . . .	1251
§ 1. Les tarifs de la Région wallonne . . . . .	1251
§ 2. Les tarifs de la Région de Bruxelles-Capitale . . . . .	1259
§ 3. Les tarifs de la Région flamande . . . . .	1267
A. Tarif en ligne directe, entre époux et entre partenaires. Dichotomie. . . . .	1269
B. Tarif entre frères et sœurs et entre toutes autres personnes . . . . .	1272
Section 11. Les transmissions successorales d'entreprises familiales . . . . .	1275
Sous-section 1. Région wallonne . . . . .	1275
§ 1. Entreprise individuelle . . . . .	1276
§ 2. Entreprise sociétaire . . . . .	1277
§ 3. Conditions pour bénéficier du taux de 0 % . . . . .	1279
§ 4. Conditions pour conserver le taux de 0 % . . . . .	1279
§ 5. Non-respect des conditions de maintien . . . . .	1280
§ 6. Réserve de progressivité . . . . .	1280
Sous-section 2. Région de Bruxelles-Capitale . . . . .	1280
§ 1. Aligement du régime bruxellois sur le régime flamand . . . . .	1281
§ 2. Conditions d'octroi . . . . .	1283
§ 3. Conditions de forme . . . . .	1285
§ 4. Conditions de maintien durant la période probatoire . . . . .	1286
§ 5. Réserve de progressivité . . . . .	1287
Sous-section 3. Région flamande . . . . .	1288
§ 1. Généralités . . . . .	1288
§ 2. Conditions d'octroi . . . . .	1289
§ 3. Conditions de forme . . . . .	1291
§ 4. Conditions de maintien durant la période probatoire . . . . .	1292

§ 5. Réserve de progressivité .....	1292
Section 12. Le recouvrement des droits de succession .....	1293
<b>TITRE 3. LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES : LE COUPLE FACE À L'ENDETTEMENT .....</b>	<b>1297</b>
INTRODUCTION .....	1299
CHAPITRE 1. L'INTRODUCTION DE LA DEMANDE .....	1305
Section 1. Le règlement collectif de dettes à l'ère numérique : JustRestart .....	1305
Section 2. La requête : conditions de forme et mentions .....	1306
Section 3. Les incidences et conséquences de l'introduction de la requête pour les conjoints et les cohabitants .....	1310
Sous-section 1. Incidence au niveau de la décision de déposer la requête .....	1310
Sous-section 2. Incidence au niveau du dépôt de la requête .....	1311
Sous-section 3. Incidence au niveau des conjoints et cohabitants non requérants .....	1313
Sous-section 4. Incidence au niveau des dettes contractées avec le conjoint ou cohabitant non requérant .....	1313
Section 4. La compétence du tribunal .....	1314
Sous-section 1. Compétence matérielle .....	1314
Sous-section 2. Compétence territoriale .....	1315
Section 5. Les effets du dépôt de la requête .....	1316
CHAPITRE 2. L'ADMISSIBILITÉ À LA PROCÉDURE .....	1319
Section 1. Les conditions d'admissibilité .....	1319
Sous-section 1. Être une personne physique .....	1320
Sous-section 2. Avoir le centre de ses intérêts en Belgique .....	1320
Sous-section 3. Ne pas ou ne plus avoir la qualité d'entreprise .....	1321
Sous-section 4. Présenter un surendettement durable et structurel .....	1327
Sous-section 5. Ne pas avoir manifestement organisé son insolvabilité ...	1330
Sous-section 6. Ne pas avoir été révoqué dans les 5 ans d'une précédente procédure .....	1333
Sous-section 7. La bonne foi procédurale .....	1333
Section 2. L'examen de l'admissibilité .....	1334
Sous-section 1. Rôle du magistrat .....	1334
Sous-section 2. Demande d'informations complémentaires .....	1335
Section 3. L'ordonnance d'admissibilité .....	1335
Sous-section 1. Délai du prononcé .....	1335
Sous-section 2. Désignation du médiateur de dettes .....	1336
Sous-section 3. Désignation d'un huissier de justice et d'un notaire ...	1338
Section 4. La notification et les voies de recours .....	1338

Sous-section 1. En cas d'admissibilité . . . . .	1338
Sous-section 2. En cas de non-admissibilité . . . . .	1339
Section 5. L'enregistrement de l'avis en RCD . . . . .	1340
Sous-section 1. Fichier central des avis de saisies, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes . . . . .	1340
Sous-section 2. Centrale des crédits aux particuliers . . . . .	1341
Sous-section 3. Commission des jeux de hasard . . . . .	1341
<b>CHAPITRE 3. LES EFFETS DE L'ORDONNANCE</b>	
<b>D'ADMISSIBILITÉ . . . . .</b>	<b>1343</b>
Section 1. Le concours des créanciers . . . . .	1343
Sous-section 1. Implication du concours pour le débiteur et les créanciers . . . . .	1343
Sous-section 2. Exceptions aux principes du concours et de l'égalité de traitement . . . . .	1345
Section 2. L'indisponibilité du patrimoine du débiteur . . . . .	1347
Section 3. La suspension des voies d'exécution qui tendent au paiement d'une somme d'argent . . . . .	1348
Section 4. La suspension des voies d'exécution à l'égard des sûretés personnelles . . . . .	1350
Section 5. La suspension des intérêts . . . . .	1350
Section 6. La suspension de l'effet des cessions de créance . . . . .	1351
Section 7. La suspension de la prescription . . . . .	1351
Section 8. La radiation des procédures octroyant des termes et délais et des facilités de paiement . . . . .	1352
<b>CHAPITRE 4. LA PHASE PRÉPARATOIRE ET LES MISSIONS</b>	
<b>DU MÉDIATEUR DE DETTES . . . . .</b>	<b>1353</b>
Section 1. La durée de la phase préparatoire . . . . .	1353
Section 2. Les étapes de la phase préparatoire et les missions du médiateur de dettes . . . . .	1354
Sous-section 1. Ouverture du compte de médiation et communication au(x) débiteur(s) de revenus . . . . .	1354
Sous-section 2. Fixation du pécule de médiation . . . . .	1356
Sous-section 3. Détermination de la masse active . . . . .	1358
Sous-section 4. Détermination de la masse passive . . . . .	1359
Sous-section 5. Procédure de déclaration de créance . . . . .	1364
<b>CHAPITRE 5. LE PLAN DE RÈGLEMENT AMIABLE . . . . .</b>	<b>1367</b>
Section 1. Les particularités du plan de règlement amiable . . . . .	1367
Sous-section 1. Mentions obligatoires et clauses types . . . . .	1368
Sous-section 2. Durée et prise de cours du plan . . . . .	1369
Sous-section 3. Fixation du pécule de médiation . . . . .	1369
Sous-section 4. Modalités de remboursement et remise de dettes . . . . .	1370

Section 2. L'incidence de la remise de dettes pour le créancier et le codébiteur non requérant . . . . .	1370
Section 3. L'approbation du projet de plan de règlement amiable . . .	1372
Section 4. L'homologation du tribunal . . . . .	1372
Section 5. L'échec de la phase amiable . . . . .	1373
<b>CHAPITRE 6. LE RÈGLEMENT JUDICIAIRE DE DETTES . . . . .</b>	<b>1375</b>
Section 1. Le procès-verbal de carence . . . . .	1375
Section 2. Les particularités des plans de règlement judiciaire . . . . .	1376
Sous-section 1. Fixation du pécule de médiation de dettes . . . . .	1376
Sous-section 2. Prise de cours du plan . . . . .	1376
Sous-section 3. Dettes incompressibles . . . . .	1377
Section 3. Le plan judiciaire 1675/12 du Code judiciaire . . . . .	1378
Section 4. Le plan judiciaire 1675/13 du Code judiciaire . . . . .	1379
Section 5. La remise totale de dettes (1675/13 <i>bis</i> du Code judiciaire)	1380
<b>CHAPITRE 7. LA FIN DE LA PROCÉDURE . . . . .</b>	<b>1381</b>
Section 1. Le terme du plan . . . . .	1381
Section 2. Les fins anticipatives de la procédure . . . . .	1382
Sous-section 1. Révocation . . . . .	1382
Sous-section 2. Rejet de la procédure . . . . .	1384
Sous-section 3. Désistement du débiteur . . . . .	1385
Sous-section 4. Décès du débiteur . . . . .	1385
<b>TITRE 4. PENSIONS COMPLÉMENTAIRES ET RÉGIMES MATRIMONIAUX . . . . .</b>	<b>1387</b>
<b>CHAPITRE 1. REGARDS SUR LES PENSIONS COMPLÉMENTAIRES . . . . .</b>	<b>1389</b>
Section 1. Le paysage des pensions complémentaires . . . . .	1389
Sous-section 1. Les trois piliers des pensions . . . . .	1389
Sous-section 2. Les pensions complémentaires (professionnelles) . . . . .	1390
Sous-section 3. Les formes des pensions complémentaires . . . . .	1393
§ 1. Engagements de pension ou conventions de pension . . . . .	1393
§ 2. Engagements collectifs et engagements individuels . . . . .	1393
§ 3. Engagements extériorisés et engagements internes . . . . .	1394
§ 4. Engagements de pension sociaux et engagements de pension ordinaires . . . . .	1395
§ 5. Contributions obligatoires ou facultatives . . . . .	1395
Sous-section 4. Les formes d'organismes de pension . . . . .	1396
Sous-section 5. Les formes d'engagement de pension . . . . .	1397
Sous-section 6. Les formes du financement . . . . .	1397
§ 1. Quant à la source . . . . .	1397
§ 2. Quant au mode de financement . . . . .	1398

§ 3. Quant au caractère individuel ou collectif du financement . . . . .	1398
Sous-section 7. Le versement de la pension complémentaire . . . . .	1399
§ 1. L'époque du versement . . . . .	1399
§ 2. La forme du versement . . . . .	1400
Section 2. La réglementation des pensions complémentaires . . . . .	1401
Section 3. Nature des prestations de pension complémentaire . . . . .	1402
Section 4. Exclusion des « pensions » du troisième pilier . . . . .	1405
 CHAPITRE 2. LA RÉFORME DES RÉGIMES MATRIMONIAUX PAR LES LOIS DU 14 JUILLET 1976 ET DU 22 JUILLET 2018 . . . . .	1407
Section 1. Dispositions applicables aux contrats d'assurance-vie individuelle . . . . .	1407
Section 2. Dispositions applicables aux assurances-groupe et autres formes de pensions complémentaires . . . . .	1410
Sous-section 1. Pensions perçues durant l'existence de la communauté . . . . .	1411
Sous-section 2. Pensions complémentaires à percevoir après la dissolution de la communauté . . . . .	1413
§ 1. Principes . . . . .	1413
§ 2. Application . . . . .	1414
A. Dissolution suite au décès . . . . .	1414
B. Dissolution suite au divorce . . . . .	1415
Section 3. Arguments invoqués contre l'application de l'article 2.3.19, § 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup> (art. 1401, § 1 <sup>er</sup> , 4, ancien C. civ.) aux pensions complémentaires . . . . .	1415
Sous-section 1. Premier argument : cet article ne vise que les pensions légales . . . . .	1416
Sous-section 2. Deuxième argument : la pension complémentaire est d'origine contractuelle . . . . .	1417
Sous-section 3. Troisième argument : cette disposition vise ce qui est destiné à la survie du bénéficiaire . . . . .	1418
Sous-section 4. Quatrième argument : l'article en question ne vise que les prestations en rente . . . . .	1418
Sous-section 5. Cinquième argument : il est possible d'effectuer des placements immobiliers au moyen des pensions complémentaires . . . . .	1419
Sous-section 6. Sixième argument : les pensions complémentaires relèvent d'un régime de capitalisation . . . . .	1420
Sous-section 7. Septième argument : l'assurance-groupe est visée par un autre texte . . . . .	1421
Sous-section 8. Huitième argument : les pensions complémentaires sont parfois des « plans bonus » . . . . .	1422
Sous-section 9. Neuvième argument : l'argument d'autorité . . . . .	1423

Section 4. Doctrine et jurisprudence en matière d'application de l'ancien article 1401, § 1 <sup>er</sup> , 4, de l'ancien Code civil . . . . .	1424
Sous-section 1. Avant la loi du 14 juillet 1976 . . . . .	1424
Sous-section 2. Après la loi du 14 juillet 1976 . . . . .	1425
CHAPITRE 3. LA THÉORIE DE LA VALEUR PATRIMONIALE OU LA NÉGATION DES PENSIONS COMPLÉMENTAIRES EN DROIT CIVIL . . . . .	1429
Section 1. Le débat sur les pensions complémentaires . . . . .	1429
Sous-section 1. L'opinion majoritaire actuelle . . . . .	1429
Sous-section 2. Le débat au sein de la Commission des assurances . . . . .	1430
Section 2. La théorie de la « valeur patrimoniale » . . . . .	1432
Sous-section 1. Le fondement assigné à la théorie : l'arrêt du 26 mai 1999 de la Cour d'arbitrage . . . . .	1433
Sous-section 2. La valeur patrimoniale commune du contrat . . . . .	1436
Section 3. L'assimilation de l'assurance de groupe à une assurance-vie individuelle . . . . .	1438
Sous-section 1. Portée de l'assimilation . . . . .	1438
Sous-section 2. Objections à l'assimilation . . . . .	1440
Sous-section 3. Position de la Cour de cassation . . . . .	1440
Sous-section 4. Différences de législation entre l'assurance-vie individuelle et les assurances-groupe ou de pension complémentaire . . . . .	1441
Section 4. L'assurance de groupe, épargne du ménage ? . . . . .	1443
Sous-section 1. L'assurance de groupe n'est pas une épargne au sens commun du terme . . . . .	1444
§ 1. Caractères communs de l'épargne . . . . .	1444
§ 2. Assurances de groupe sans épargne . . . . .	1445
§ 3. Assurance de groupe avec (partie de la) prestation limitée au cas où l'affilié arrive à l'âge de la retraite . . . . .	1445
§ 4. Assurance de groupe en cas d'invalidité de l'affilié . . . . .	1447
Sous-section 2. L'affilié n'est pas forcément le titulaire juridique de la capitalisation des cotisations . . . . .	1447
§ 1. L'affilié n'est pas le preneur d'assurance . . . . .	1447
§ 2. Le cas de sortie de l'affilié . . . . .	1449
§ 3. L'étendue variable de la réserve de pension en assurance de groupe . . . . .	1449
Sous-section 3. La propriété des avoirs d'épargne . . . . .	1450
Sous-section 4. La prétendue épargne relève des juridictions du travail . . . . .	1451
Sous-section 5. La perception de « l'épargne » est soumise à des cotisations sociales et à l'impôt sur le revenu au titre de revenu professionnel de pension . . . . .	1451
Sous-section 6. La prétendue épargne est (partiellement) protégée en matière de saisies et de cessions . . . . .	1452
Section 5. L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 27 juillet 2011 . . . . .	1452
Sous-section 1. Les questions préjudicielles posées à la Cour . . . . .	1453

Sous-section 2. La motivation de l'arrêt . . . . .	1454
§ 1. Application des articles 127 et 128 à l'assurance- groupe . . . . .	1454
§ 2. L'assurance de groupe constitue une épargne commune . . . . .	1456
§ 3. Les contributions patronales d'assurance-groupe sont des revenus d'activité professionnelle . . . . .	1457
A. Le caractère rémunérateur . . . . .	1458
B. Les avantages auxquels le travailleur a droit en raison de son engagement . . . . .	1460
C. Le caractère « parasocial » des contributions . . . . .	1461
D. Les pensions complémentaires, des revenus différés . . . . .	1461
Sous-section 3. La portée de l'arrêt de la Cour constitutionnelle . . . . .	1462
§ 1. Le dispositif . . . . .	1463
§ 2. La doctrine de l'arrêt . . . . .	1463
Section 6. Les conséquences de la théorie de la valeur patrimoniale . . . . .	1464
Sous-section 1. Les discriminations entre affiliés . . . . .	1464
§ 1. Les discriminations selon la forme de l'organisme de pension . . . . .	1464
§ 2. Les discriminations selon le mode de financement de la pension complémentaire . . . . .	1465
§ 3. Les discriminations selon le statut social . . . . .	1466
Sous-section 2. Les conséquences fiscales en cas de décès du conjoint de l'affilié . . . . .	1466
Sous-section 3. Les difficultés de liquidation de la communauté . . . . .	1466
§ 1. L'obstacle de l'indisponibilité de la réserve de pension . . . . .	1467
§ 2. La thèse de l'effet immédiat . . . . .	1468
A. Les arguments . . . . .	1468
B. Objections et inconvénients . . . . .	1469
§ 3. La thèse du report de paiement . . . . .	1470
A. Arguments . . . . .	1471
B. Objections et inconvénients . . . . .	1471
§ 4. Contributions personnelles . . . . .	1472
Sous-section 4. Le retentissement sur le statut matrimonial de la pension complémentaire perçue . . . . .	1473
CHAPITRE 4. PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS . . . . .	1475
Section 1. Projet de réforme avorté . . . . .	1475
Section 2. Évolution législative . . . . .	1476
Section 3. Le règlement du partage en dehors du régime matrimonial . . . . .	1477
Section 4. Le partage des pensions : une utopie ? . . . . .	1478
Section 5. Conclusions . . . . .	1480